

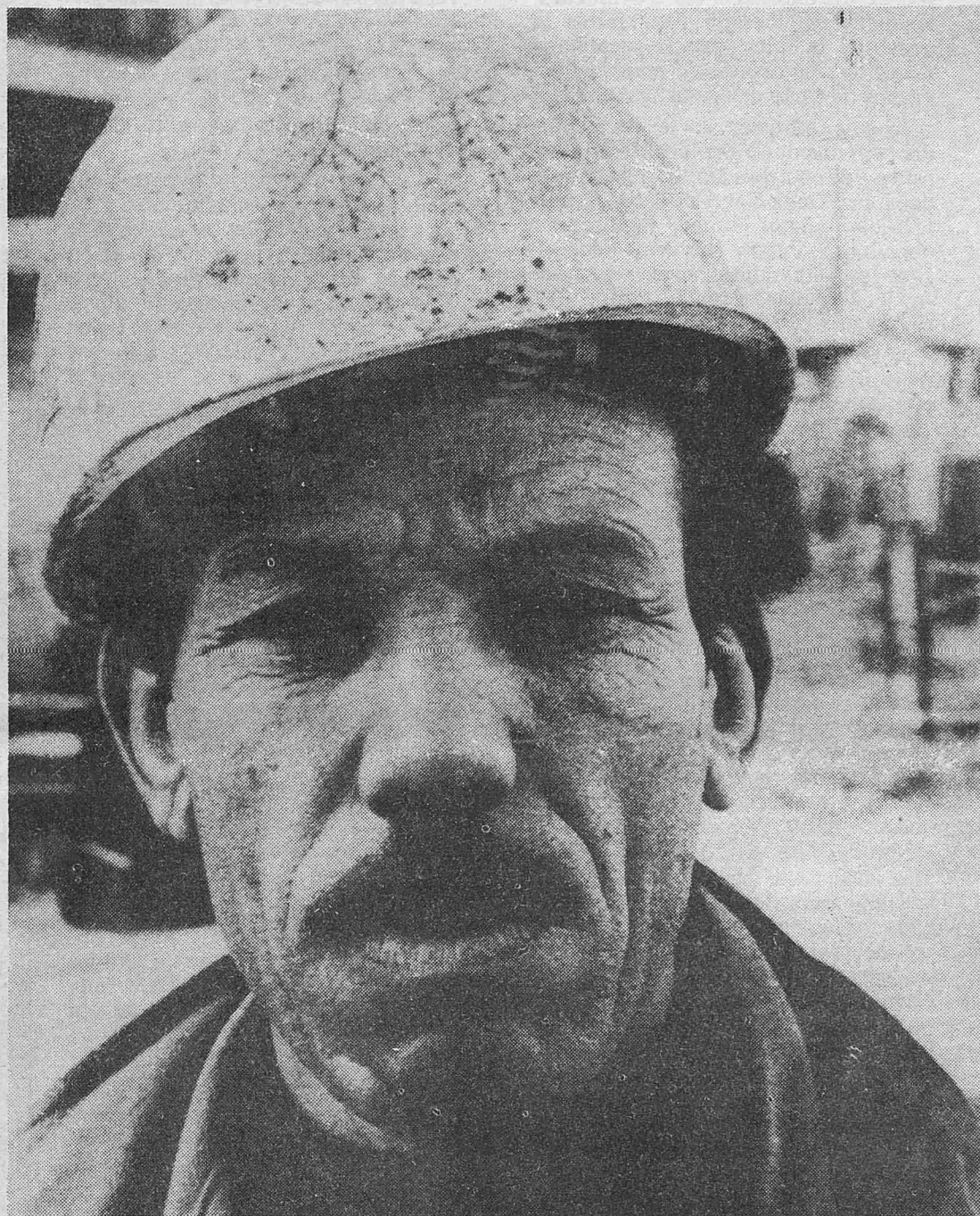
safrontière

B.D.I.C

Semaine du 28 mars au 3 avril 1981 N 17 Prix 5 FF

HEBDO

Maroc 4,40 DH. Tunisie 400 M.



INTERIM: Les nomades du travail ...

Page 6

MOHAMED ARKOUN :

*Pour une nouvelle
pensée Islamique ?*

**GUADELOUPE :**

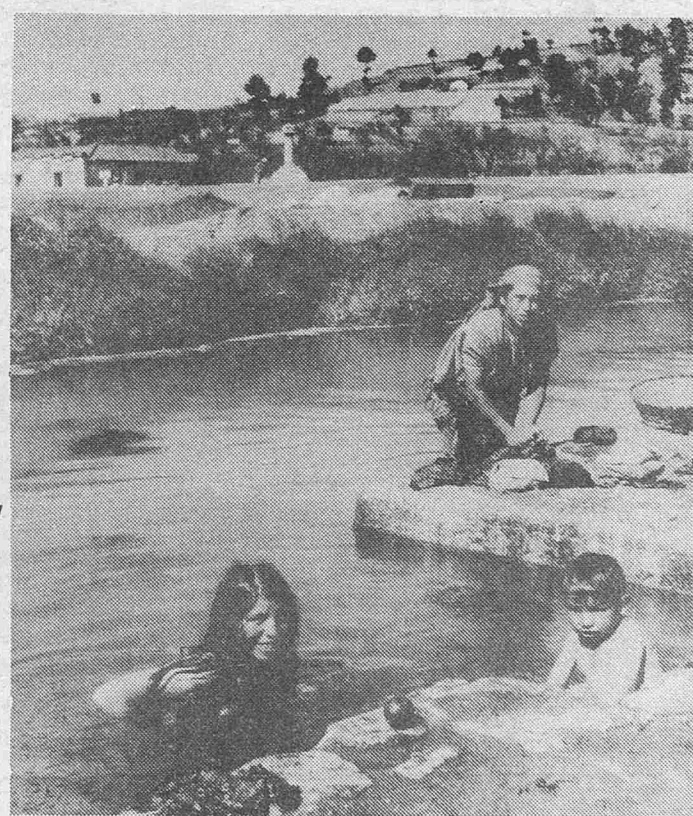
**La révolte
gronde**

Page 10

TIERS—MONDE

**Découvrir
nos paroles**

Page 11



Je partage vos douleurs

« Exode »

Sans regret ni amertume
Il a tout quitté
Son pays et ses coutumes
La haie de figuiers,
Plus d'argent, plus de travail
Comment faire demain
Il devait partir que vaille
Même si c'était loin
On lui avait dit que la France
était une terre d'avenir
Que dans ce p'tit coin d'espérance
Y'avait de l'or à acquérir
Que la vie s'y coulait tranquille
Entre l'amour et le bon vin
Que les femmes y étaient faciles
Et les hommes tous divins.

Il débarqua à Marseille
En plein hiver
Sous un bien pâle soleil
Un fort vent de mer
Sans personne pour l'attendre
Pour l'accueillir
Sans ami venu le prendre
Ou lui sourire
N'ayant que pour tout bagage
Une valise de carton
Des vêtements trop vieux d'usage
Et des souliers beaucoup reop longs
Voilà encore une misère
A la recherche d'un emploi
Ragotèrent ceux qui savent y faire
En le voyant traîner le pas.

A la grande gare St-Charles
Il y avait un train
Partant pour la capitale
Dès le lendemain

Tirant du fond de ses poches
Les sous qu'il avait
Empruntés, c'est plutôt moche
pour acheter ce billet
A l'école de son village
Un maître le soir lui apprenait
A l'aide d'historiques images
Quelques rudiments de français
Il lui montra des cartes postales
Du grand, du fabuleux Paris
Des tours, des arcs, des cathédrales
Du pain, des rues et des képis

Un bistrot de la musique
Tout près de chez lui
Des camarades sympathiques
Telle était sa vie
Dans les soirs de solitude
trompant son cafard
Ayant pris pour habitude
De toujours rentrer tard
Mais dans une rue de la Goutte d'Or
Il faisait froid cette nuit-là
Une bise glaciale venue du nord
Déposa un mince tapis blanc
Sur le trottoir une forme humaine
D'où s'échappait une flaque de sang
Qui pouvait lui vouer tant de haine
Pouvait lui en vouloir autant
Quatre lignes dans un journal
Sous une réclame de télé
Ce ne fut rien qu'un fait banal
Ce n'est plus la peine d'ailleurs
d'y penser !

Micley Froger

Lecteur abonné à votre journal, je me permets de passer par vous pour adresser toute ma sympathie et je souhaite courage et volonté aux frères immigrés qui mènent leur combat à Ivry, Vitry, Avignon, Marseille, etc...

Je partage les misères et douleurs que vous vivez lorsque vous êtes expulsés à coup de bull, lorsque vous devenez des vedettes malgré vous à la télé, dans les journaux, les cibles innocentes du parti qui prétend défendre les exploités, les travailleurs, les pauvres, lorsque vous faites la grève de la faim pour la reconnaissance de vos droits, ou pour la délivrance de carte de séjour.

Je suis Algérien et je vis depuis dix-sept ans dans une localité de Charente-Poitou de 10 000 habitants dans les Deux-Sèvres : St-Maixent-L'Ecole, mieux connue maintenant depuis que Valéry est venu pour visiter les 3 000 militaires et leurs bâtiments, accompagné de notre gros maire socialiste.

Notre maire est peut-être socialiste mais il n'est ni pour les jeunes, ni pour les vieux, ni pour les immigrés,

reste la classe commerçants, bureaux, sportifs inconditionnels, les militaires de carrière. Il n'aime pas les cheveux longs, les Arabes frisés, A St-Maixent, nous aussi les immigrés, on vit le racisme au quotidien, à l'école, au boulot, dans l'administration.

A St-Maixent, comme dans les villes à faible pourcentage de travailleurs « bronzés » comme on nous appelle, travailleur immigré veut dire : classe sociale à part, culture à part, vie à part. Mais je crois que c'est plus dur encore lorsqu'on ne s'est pas trouvé une identité culturelle.

Je pense qu'il y en a beaucoup comme moi qui sont partagés entre les traditions, mêlés aux conflits de générations.

A St-Maixent aussi, l'hypocrisie, la mauvaise foi, la méchanceté sont hélas au quotidien le lot des Européens, des chrétiens, de ceux qui se disent civilisés, mais qui ne disent pas civilisés grâce à nous. Le racisme à petite dose nous tue, petit à petit. La politique s'en mêle, mais on ne vote pas. Sinon quel scandale.

Djilali, Niort

L'expulsion : Une double sanction

Cher tous,

Nous sommes abonnées à « Sans Frontière » depuis bientôt deux ans ; Votre journal nous parvenait régulièrement excepté ces trois dernières semaines où nous recevons deux hebdomadaires identiques avec un décalage d'une semaine.

Nous savons que quelques problèmes subsistent dans la rédaction et la publication du journal, et nous ne vous tenons nullement rigueur de cet incident. Sachez que nous serons toujours de fidèles lectrices de *Sans Frontière*. Nous tenons à vous encourager dans cette entreprise, pour faire de *Sans Frontière* un journal de l'immigration et pour la défense des droits des immigrés.

Nous voudrions aussi vous faire part de quelques difficultés qui règnent actuellement dans notre famille, notamment des problèmes d'expulsion, comme certainement beaucoup d'autres familles. En effet, un de nos frères est menacé d'expulsion, ainsi que beaucoup d'autres jeunes dans notre quartier.

Quelle injustice de la part de l'Etat français que de sanctionner d'une façon aussi cruelle, dans la mesure où tous ces jeunes se sont juridiquement acquittés de leurs dettes par une peine d'emprisonnement. Pour-

quoi doit-on leur infliger une double sanction en les expulsant vers un pays que

beaucoup ne connaissent pas ? Doit-on, pour des erreurs de jeunesse, les arracher brutalement du pays où ils sont nés pour la plupart, et vécu ? Est-ce là la gratitude de la France pour toutes ces générations qui ont durement travaillé pour elle ?

Nous espérons qu'une lutte solidaire entre immigrés, *Sans Frontière* et tous ceux qui défendent les droits et les libertés des immigrés, mettra fin à toutes ces mesures injustes et intolérables.

Nous souhaitons à *Sans Frontière* une longue continuité.

Djamila, Nasséra,
ainsi que toute la
famille Kébaïli.
Lyon

M
CROISES
T
Sdehartmann

Grille n° 6

Horizontalement :

1. Ancienne dynastie arabe ; -2. Petite île - Solide ; -3. Rire silencieux ; -4. Tête-Rivière bretonne ; -5. Vieux roi-Préposition ; -6. Forme d'alcoolisme ; -7. Fin de verbe-Ruminant ; -8. Aliboron-Demeure ; -9. Griffes d'aigle-Dupé.

Verticalement

- 1. Confrérie musulmane ; -2. Vêtement-Paru ; -3. Pirate de jadis ; -4. Point chaud-Infinif ; -5. Article arabe-Note ; -6. Vieille dynastie musulmane ; -7. Combat-Crible ; -8. Infinitif-Frontière ; -9. Dans l'Hérault-Oiseau.

Solution grille n° 5

1 2 3 4 5 6 7 8 9

1	D	J	E	L	L	A	B	A
2	I	O	L	E		L	O	N
3	R	U		S	E	G	U	I
4	H	E	B	E	T	E	R	
5	A	R	E		A	R	G	U
6	M		G	A	P		U	S
7		A	L	G	E	R	I	E
8	R	I	E	N		A	B	R
9	A	S	S	I	S	T	A	F

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière »,
35 rue Stephenson, 75 018 Paris - C.C.P. 420 900 F Paris
— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐ Abonnement ☐ Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville



sansfrontière

Siege social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél. : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél. : 278 41 78.
rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
13001 Marseille. Tél. : (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association
« Editions sans frontière »
Louis Gallimardet
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.c.p. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

Moi, je préfère être avec les Arabes

Propos recueillis
par Leïla Sebbar



Je suis née en 1963 à Paris 12°, de mère et de père kabyles. Ils se sont connus en Algérie, ils se sont mariés là-bas. Mon père a passé un an en prison pendant la guerre d'Algérie. Il est venu en France avec ma mère et mon frère aîné. Ma mère s'était déjà mariée à 14 ans dans un village de montagne près de Bougie. Trois ans après, elle s'est mariée avec mon père. A Paris, ils ont habité boulevard Mortier, après ils sont allés Porte des Lilas dans un F4 en Cité. C'est là que je suis née. C'est trois blocs de 13 à 14 étages. J'ai toujours vécu là dans le même F4. On est neuf enfants.

Mon père travaillait sur des chantiers, il mettait du goudron en haut des immeubles. Ma mère n'a jamais travaillé avant la mort de mon père. Elle ne sait ni lire, ni écrire. Elle écrit son nom, c'est tout, parce qu'il le faut. On a essayé de lui apprendre, mais elle s'énervait. Ma grande sœur et moi, on a voulu lui apprendre le français mais elle n'est pas patiente. Elle m'a toujours dit que ceux qui savent

lire et écrire, c'est ceux qui arnaquent le plus. Mais elle aurait voulu qu'on soit docteurs, ingénieurs, architectes. J'ai un frère qui aime la guitare, il dit qu'il sera aussi grand que Jimmy Hendrix. J'en ai un autre qui travaille le fer forgé. Une de mes sœurs est allée jusqu'au bac. Les autres... Je crois que si mon père n'était pas mort, ce serait différent. *Mon père était violent.*

D'abord, pour nous, les quatre filles. On serait déjà mariées. J'ai 17 ans, je suis la plus jeune des filles. On était toutes promises à des fils des amis de mon père. Trois des fils étaient en France, et un en Algérie, en petite Kabylie. Mes frères n'auraient pas fait de conneries. Avec mon père, ça marchait à la baguette. Après l'école, on se mettait tous autour de la table avec nos cartables pour nos devoirs. Il rentrait à la maison, pas très tard. Près des H.L.M., il y avait la zone, au bord du périphérique. Mon père nous emmenait souvent, on s'amusait avec lui, il nous achetait des bonbons, il était gentil à ce moment-là. Après, ils ont cons-

Habiba a 17 ans. Elle est née en France, de parents Algériens. Elle dit qu'elle est « typée » Arabe, comme son frère aîné. Grande et brune, elle garde toujours sur ses yeux noirs, une sorte de voile de boucles.

Elle est jolie, vive et futée. Elle ne veut plus vivre chez sa mère, dans la cité où elle est née et où elle a grandi sous les coups répétés du père, de la mère puis de l'oncle paternel. Elle ne veut pas qu'on la marie. Elle se bat pour la liberté dont on prive les filles. Elle gagnera. Comme beaucoup d'autres filles de sa génération, souvent plus intrépides et audacieuses que leurs frères, à qui les pères demandent trop souvent de perpétuer la tradition féodale de l'autorité paternelle et mâle.

truit un jardin public, avec des pelouses interdites pour les petits et les mères de famille et une école. C'est plus pareil.

Mon père était violent. Il nous battait. Il ne voulait pas qu'on vole. Il a tué de coups ma sœur parce qu'elle avait vo-

lé un franc. A coups de ceinture. Il ne nous frappait pas pour rien comme ma mère. Il frappait ma mère aussi. Un jour, le riz était trop chaud, il a lancé l'assiette à la figure de ma mère, il la battait chaque fois qu'il avait bu et moi, je m'agrippais à ses jupes dans les escaliers. A un moment, il ne buvait plus, il appelait ma sœur et moi pour qu'on lui lave les pieds, la figure et qu'on le mette au lit. Ma mère attendait qu'il soit endormi pour aller se coucher. *Ma mère fait toujours ses prières.*

Mon père faisait la prière pendant le Ramadan mais pas les autres jours. Ma mère a toujours fait ses prières, tous les jours. Elle a son chapelet, souvent elle fait son chapelet devant la télé. Il faut être propre pour la prière. On se lave trois fois les mains jusqu'aux coudes, les pieds jusqu'au genou, le sexe aussi. On se lave la figure trois fois du menton jusqu'au front et au sommet du crâne avec un peu d'eau. Ma mère

met un foulard propre, des vêtements propres. La robe doit recouvrir la cheville et les manches du chemisier doivent être longues. Elle a son tapis de La Mecque. Elle prie dans un coin de la salle à manger quand elle est tranquille ; elle peut faire les cinq prières à la fois mais ça dure très longtemps. Nous, on devait attendre la fin de ses prières pour allumer la télé. C'est mon grand-père qui nous a appris la « Fatiha », à mon frère et à moi quand on est allés au bled. Mois, je sais bien prononcer l'arabe, mon grand frère aussi, de plus, on est typés, les cheveux frisés, le teint mat alors que les autres sont châtains et ils ont la peau plus blanche. Je disais ma prière avant de dormir, avec l'index en l'air, droit, mais je ne sais pas pourquoi. Ma mère le fait aussi.

Ma mère a toujours fait le Ramadan. Moi, je l'ai fait à 11 ans. Les filles font le Ramadan quand elles ont leurs règles. En Kabylie, j'ai retrouvé une fille qui s'était mariée à 12 ans, elle avait un bébé dans les bras quand je l'ai revue. Là-bas, si une fille n'est pas mariée, on la plaint. Quand les femmes ont su que les quatre filles de ma mère n'étaient pas mariées, elles ont dit — *les pauvres* —. Moi je suis bien contente de ne pas

être mariée.

A l'Aïd, on faisait une fête.

On égorgeait le mouton. Mon père allait l'acheter à la Villette avec d'autres hommes.

Après la mort de mon père, les hommes de la cité allaient chercher le mouton pour ma mère. On égorgeait aussi bien des poules, des lapins, des coqs ; ma mère le faisait dans la baignoire chez nous. Ma mère mange la viande « cashere », souvent elle l'achète chez les bouchers de la Villette. Elle sort pour faire les courses.

Avant, je trouvais qu'elle s'habillait mal, des robes longues, des foulards partout, trois ou quatre sur la tête avec en plus ses tatouages...

belles filles à marier

Mon père, s'il avait été vivant, il nous aurait fait arrêter les études vers 14 ans. Savoir lire et écrire, pas plus. Après, il aurait cherché à nous marier. Ma cousine en Algérie, on l'a obligée à arrêter avant le B.E.P.C. comme ça, elle se révoltera jamais. Ma mère, elle aurait été d'accord avec mon père. Quand je vais voir ma mère, elle me parle d'une fille de mon âge qui va se marier et elle, elle est d'accord. Il faut lui prendre un rendez-vous chez le coiffeur. Elle était en seconde. Elle l'a quittée. Ma mère dit toujours qu'on lui fait honte. Elle dit ça en pleurant — alors je lui dis — « *mais oui, mais oui je vais me marier, mais je n'ai pas de prétendant* ». Ma sœur Lila, elle en a toujours. Les prétendants défilent à la maison avec les parents. On dit, tiens, dans telle famille, il y a quatre belles filles à marier. Alors le prétendant se présente, il dit : « *J'ai une 404, je travaille, je gagne tant par mois...* ». C'est un marché. Ma mère dit toujours : « *Il est beau, il est intelligent, il a de l'argent, tu seras heureuse ma fille* ». Elle en a tellement marre d'avoir ses quatre filles à la maison... elle est toujours d'accord. Ma sœur Lila assiste à la scène, nous aussi, quelquefois. On s'éclate. Ma mère fait à manger pour tout le monde et nous, on mange presque tout avant. On vane. On se moque — *Qu'est-ce que tu gagnes ? Tu crois que tu vas nous acheter* — il y en a un, on l'a emmerdé, mais il est revenu pendant longtemps, il était coriace. Souvent, ils sont Kabyles, ils parlent en kabyle et en français. Ma sœur Lila

n'est jamais d'accord. Elle laisse faire ma mère, ça l'amuse, elle ne veut pas se marier non plus. Ma mère gueule — *vous êtes la honte de la famille* —. Lila fait des petits boulots, elle cherche un studio. Louisa travaille comme apprentie chez un coiffeur, ma mère rouspète parce qu'elle n'est pas assez payée. Louisa, c'est la fille de ma mère, vraiment. Elle obéit toujours à ma mère. Ma sœur Hayet ne veut pas sortir de la maison. Elle fume, elle tricote, elle boit du café et elle écoute sa radio, c'est tout.

Ma mère enterre mon père là-bas

Mon père est mort à 44 ans. Il a eu un accident du travail. Il est tombé d'un échafaudage et à la suite d'un traumatisme crânien, il est allé à l'hôpital de Ville-Evrard ; tous les quinze jours, il revenait, il restait deux mois et il retournait à l'hôpital. Une fois, il est parti seul en Algérie. A son retour, il était triste. Il est mort pas longtemps après. Ma mère a dit que c'était de la sorcellerie. Ma sœur a vu mon père mort à l'hôpital. Elle m'a raconté. Il était tout violet. Ma mère s'est occupée de son corps. Elle l'a emballé dans un tissu blanc, de la soie ou du crêpe de la tête aux pieds. Elle l'a parfumé. Elle a gardé son alliance. Elle l'a mis dans un cercueil avec une vitre ronde pour voir son visage. Elle a payé pour le transport en Algérie. Elle est allée l'enterrer dans le village de sa mère à lui. On a un terrain où on sera tous enterrés. C'est pas vraiment un cimetière. Certains sont enterrés dans la montagne. Les tombes sont dispersées dans les champs. Elle sont regroupées par familles. D'Alger au village kabyle, 400 ou 450 kilomètres, il a fallu transporter le cercueil en voiture.

Elle a dû emprunter beaucoup. Ça coûte très cher. L'Amicale s'occupe quelquefois des hommes seuls qui veulent être enterrés en Algérie. Ma mère veut être enterrée chez elle, dans son village. Elle dit que sinon, c'est comme un chien. Elle ne veut pas rester ici. Elle se fait construire une maison là-bas en Kabylie. Moi non plus, je ne veux pas être enterrée en France. Si je meurs avant ma mère, je me retrouverai au bled... ça ne me fait pas peur...

A suivre

la semaine prochaine

Médecine et santé tropicale ?

Au cours de l'année universitaire 1974-75, la Faculté de Médecine d'Aix-Marseille II a créé une *Faculté de Médecine et Santé Tropicale*, confiée à M. Pene, un des maîtres de la lutte contre la « fuite des cerveaux ». Dès lors, le doyen de cette faculté fantôme et celui de la faculté de médecine officielle se sont attelés à y embrigader les étudiants étrangers, désireux de poursuivre les études de médecine à Marseille.

C'est ainsi qu'avant les résultats du concours de première année session 1973-74, M. Pene invita des étudiants maliens qui ont repassé le concours, à subir un autre concours sous sa responsabilité, afin de retourner au Mali en deuxième année de l'Ecole de Médecine de Bamako. Un des étudiants maliens s'inquiéta sur l'incidence de cette attitude d'un responsable universitaire. Il lui fut répondu qu'il avait « l'esprit tordu ». Toujours est-il que le maximum de ces étudiants maliens ne furent pas retenus au concours officiel. Face à cette situation, quelques-uns retournèrent au Mali en deuxième année. Deux d'entre eux, non satisfaits de leur échec, prirent contact avec M. Toga, doyen de la Faculté de Médecine de Marseille. A leur grande surprise, l'un d'eux reçut une note cachetée lui permettant de s'inscrire en P.C.E.M. II (2ème année), mais à la Faculté de Médecine et Santé Tropicale de M. Pene. Signalons que cette faculté n'a ni locaux, ni professeurs, ni budget, ni programme d'enseignement spécifique. Avertis, d'autres candidats malheureux furent reçus par M. Toga ou M. Pene, et obtinrent une inscription en P.C.E.M. II à la Faculté de Médecine et Santé Tropicale.

Par la suite, tout étudiant étranger en Médecine, ayant commencé en Afrique (Burundi, Tunisie, Madagascar notamment) leur première, deuxième, troisième ou quatrième années des études médicales, et qui postulaient à poursuivre à Marseille, se voyaient sans explication, dirigés au Secrétariat de cette fameuse Faculté de Médecine et Santé Tropicale.

C'est ainsi qu'en 1976-77, venant de réussir son passage en deuxième année des études médicales sous l'ancien régime de la Faculté de Médecine de Tunisie (régime reconnu par la France), un des étudiants a pu obtenir, par l'intermédiaire d'un professeur de la Faculté de Médecine de Marseille, une inscription en troisième année de Médecine à la Faculté de Médecine et Santé Tropicale.

Une seule condition lui était alors imposée : le retour immédiat dans son pays, sitôt sa formation achevée. Il a accepté cette condition sans se soucier

s'il était du ressort des universités de trancher sur les conditions de l'exercice de la Médecine en France. Cette insouciance s'explique : boursiers de leur pays ou pas, les étudiants embrigadés dans cette filière de formation médicale n'ont jamais entrepris leurs études avec l'ambition d'exercer en France.

Aux stagiaires internés, il fallait un diplôme de fin d'études. C'est alors que les autorités universitaires nous soumièrent un engagement que nous devions signer : nous devions accepter, pour sanctionner nos études, un **doctorat en santé tropicale**, non équivalent au doctorat de médecine. Les termes de cet engagement ne nous avaient jamais été soumis auparavant comme condition d'inscription. Les étudiants ont unanimement refusé de signer un tel engagement.

Mais les étudiants inscrits pour la première fois en deuxième année dans cette filière, ou ceux qui devaient refaire cette année d'études ont dû signer cet engagement pour avoir leur carte d'étudiant et un certificat de scolarité afin de se présenter à la police pour leur carte de séjour.

Face au refus justifié des étudiants, le Directeur de la Faculté de Médecine et Santé Tropicale les dirigea chez le Président de l'Université II, M. Serratrice. Ce dernier ignorait tout de cette faculté : il dut se référer au Doyen de la Faculté de Médecine de Marseille, M. Toga, et leur signifia deux jours plus tard, que, pour n'avoir pas réussi au concours de passage de première en deuxième année à Marseille, ils ne peuvent pas prétendre avoir un doctorat de Médecine sanctionnant leurs études. M. Serratrice leur conseilla, par ailleurs, de bien discuter du problème avec M. Toga.

M. Toga, d'octobre 1979 à janvier 1981, refusait de les recevoir, prétextant que le problème n'était pas de son ressort. Il accepta enfin de les recevoir à la suite de lettres expédiées par les étudiants à tous les Maîtres de Marseille. Sa première déclaration fut : « Vous êtes là dans le cadre de la coopération pour la défense des intérêts de la France et de la francophonie » (sic). Comme il persistait à refuser toute responsabilité dans l'histoire, les étudiants lui ont produit une pièce irréfutable : une convention signée au cours de l'année universitaire 1974-75 (en mars 1975, nous confirmerons plus tard M. Pene) par le doyen M. Toga et M. Pene pour la création de la Faculté de Médecine et Santé Tropicale (photocopie de la convention ci-jointe). Cette pièce leur avait été fournie, lors de leurs investigations par des élus étudiants français. Au cours de la discussion, M. Toga leur proposa de changer l'intitulé du diplôme à leur déli-

vrer : **doctorat de médecine et santé tropicale**, tout en insistant sur le fait que ce diplôme ne saurait être équivalent au doctorat de médecine. Refus de la part des étudiants. Il va sans dire qu'un diplôme de médecine non équivalent au doctorat de médecine ne pourrait être accepté comme valable nulle part. C'est alors que M.

Toga leur déclara qu'il avait qu'il avait « la force et la puissance de faire faire des pressions sur les gouvernements pour que nous soyons acceptés comme médecins ». Ils ont une fois de plus refusé de se laisser lier pieds et poings liés à des pouvoirs politiques qui, selon un important personnage, ne tardent pas à devenir « méprisants et brutaux » (à propos de Bokassa). Ils ont appris, par la suite, que, dès 1975, le ministère des Universités avait rejeté l'intitulé de Doctorat et Médecine et Santé Tropicale. Comme les étudiants persistaient dans leur refus de faire une quelconque concession sur leur liberté professionnelle d'exercer où ils veulent (sauf en France) et sur leur droit le plus élémentaire, le doyen M. Toga leur a imposé, comme unique solution au problème, le concours de passage de la première année en deuxième année, session 1981 avec « écuries », quelle que soit leur année d'études. C'est ainsi que des étudiants sont inscrits simultanément en première année de Médecine et en spécialité ! Et ce, dans la même Faculté de Médecine de Marseille ! D'autres encore, inscrits simultanément en sixième année et en première, en cinquième année et en première, en quatrième année et en première, en troisième année et en première !

Pourquoi donc, après nous avoir dispensés du concours (par la convention), les autorités universitaires reviennent-elles sur leur décision et nous l'imposent ? Pour reprendre le cas de cet étudiant originaire de la Faculté de Médecine de Tunisie que nous avons cité plus haut, il faut noter que, s'il avait entrepris toutes ses études médicales en Tunisie, son diplôme aurait été reconnu en France comme équivalent à un doctorat de médecine. Alors pourquoi donc lui refuserait-on un diplôme valable alors que l'essentiel de sa formation médicale lui a été donné à Marseille (cinq années d'études depuis la troisième année jusqu'à son stage interné à la Faculté de Médecine de Marseille) ? Comme le préconise la convention, ils suivent les mêmes enseignements, les mêmes stages, chez les mêmes patrons de médecine, et subissent les mêmes épreuves d'examen, et sont corrigés par les mêmes professeurs de Médecine que tout étudiant en Médecine à Marseille... S'il est vrai que, parmi les 34 étudiants inscrits à la Faculté de Médecine et

CE N'EST PAS AVEC LA
MÉDECINE TROPICALE
QUE M. PENE VA
GUÉRIR SA MIGRAINE !!



Santé Tropicale, certains avaient, à l'origine, raté le concours de passage de première en deuxième année, il n'en reste pas moins que la majorité d'entre eux ont été inscrits directement en troisième année ou au-delà, sans que l'on ait

soulevé le problème du concours à leur égard. Les autorités universitaires leur avaient reconnu une équivalence...

Une pétition circule, contacter le M.R.A.P., 26 Bd des Dames, 13002 Marseille.

EXPULSIONS :

La rage de rester

Manuel F., Portugais, vit en France avec sa famille depuis onze ans. A 16 ans, il fait quelques mois de prison pour des petits larcins. Le 4 décembre 1980,

il comparaît devant la commission d'expulsion de Melun. Manuel va être expulsé pour avoir fait de la prison. Dans le cas Manuel, le délit ancien est réparé, mais il est utilisé comme cause d'expulsion, contrairement à l'arrêt du conseil d'Etat (C.E. ministère de l'Intérieur C/

DRIDI, 21 janvier 1977), selon lequel une sanction pénale ne peut être une cause suffisante d'expulsion.

Manuel vit avec ses sept frères et sœurs et de plus pour son jeune âge, il est l'un des soutiens financiers de la famille... On veut l'expulser au Portugal alors qu'il ne connaît personne. Un groupe de jeunes de la J.O.C. immigrée de Dammarie ont entamé des actions pour soutenir leur compatriote afin d'empêcher l'expulsion...

Lettre de Manuel F.

« J'en suis arrivé là à 16 ans, parce que j'étais avec une fille à Asnières et ça n'allait pas. Un matin, elle est partie. J'avais besoin d'une présence. J'étais tout seul. Je me suis donné à la boisson pendant une semaine, je n'ai pas dessaouillé.

« C'est à cette période que j'ai commis les deux agressions en compagnie des deux autres Français majeurs.

« Le 10 octobre 1978, les flics sont venus chez moi, ils m'ont arrêté sans preuves, ils nous ont gardé 48 heures en garde à vue, et on a tout avoué. Nous avons été condamnés à 36 mois de prison dont 17 avec sursis.

« Je pense que j'ai payé maintenant mon délit. Après un an et de mi de prison, c'est difficile de se réintégrer. Le plus dur en prison, c'est les trois premiers mois, surtout de se retrouver enfermé à 16 ans avec des gars condamnés à 15 ou 20 ans. On souffre du manque d'hygiène, après on s'y habitue... Pris dans l'engrenage on ne pense plus à l'extérieur, on s'en fout.

« Pour passer aux Assises, il y

en a qui attendent trois ou quatre ans, moi je me suis coupé les veines pour faire avancer mon dossier. De 16 à 18 ans, les juges, les psychiatres, les psychologues et d'autres ont défilé dans ma cellule.

« Aujourd'hui, je suis sorti de prison, j'ai enfin réussi à trouver un boulot, mais je reçois une lettre pour passer devant la commission d'expulsion de Melun le 4/12/80. Je m'y présente. La salle est pleine d'immigrés : Algériens, Martiniquais, quelques Espagnols et Portugais. Je n'avais qu'un récépissé renouvelable tous les trois mois.

« Pour moi, maintenant, je me fous d'être expulsé ou pas, de toute façon partir, je ne partirais pas. Je tiendrais le temps qu'il faudra mais je resterais. S'ils m'emmenent, je reviendrais ici, je me cacherais, je travaillerais au noir. Ils me jetteront en prison et puis que'est-ce que ça changera ? Ils céderont bien avant moi.

Manuel F

Pour en finir avec les nerfs

Parfois j'en suis à me demander si nous, gens de la diaspora, sommes sérieux et si réellement nous avons envie de sortir d'une situation difficile.

Puisque les autres vont aller célébrer la République, comme nous ne sommes pas invités, essayons de réfléchir ensemble.

Les présidentielles, avec tout le tapage idéologique ambiant, vont au mieux accentuer notre solitude, au pire (comme cela vient d'être fait), être l'occasion d'une manipulation du fait immigré.

Privés du droit de vote pour la plupart d'entre nous, bien qu'il y ait de plus en plus d'ex-immigrés ou d'individus (faute de terme bien défini) à *sensibilité immigrée* qui vont participer aux élections présidentielles, nous pouvons peut-être utiliser cette situation comme un avantage symbolique. Loin du vacarme et de l'agitation s'élèvent les meilleures réflexions.

Je ne crois pas en effet que le discours des pleurs et de la vaine invective soit la meilleure réponse à la situation que nous vivons.

A qui, et à quoi peut servir cela ? Allons-nous passer notre vie

à nous révolter en paroles ?

Le paradoxe essentiel de la situation actuelle est qu'un discours étranger à l'immigration est devenu un discours dans l'immigration, repris par les immigrés eux-mêmes. Nous nous plaçons à jouer avec le miroir qu'on nous tend, et à faire du fait immigré : une impasse.

Un peu de vocabulaire.

Si un mot doit être supprimé de toute urgence, c'est bien le mot immigré et j'espère l'employer pour la dernière fois. C'est un mot que la Préfecture de police a popularisé. Il est une coquille vide qui justifie tous les mythes et tous les mensonges.

Il n'y a pas d'immigrés ; il y a des hommes, des femmes et des enfants qui sont venus dans ce pays avec la bénédiction de l'Etat français. Ils ont senti ce pays et comme n'importe quel individu de ce pays, ils ont le droit de vivre en paix dans ce territoire. Parler « d'immigrés », c'est justifier la fiction d'un état provisoire qui lui-même légitime la politique d'expulsions de l'Etat français.

En effet, l'Etat français a décidé, pour des problèmes d'emploi, d'expulser une certaine partie de la population française. Mettant en avant des questions de nationalité — là se situe le racisme d'Etat — il exerce une pression intolérable sur cette partie de la population considérée comme étrangère malgré elle.

Les faux problèmes d'intégration ou de retour sont un écran de fumée à une situation qui serait simple si l'on voulait bien donner une légitimité à ces hommes, à ces femmes, à ces enfants. Il n'y a pas plusieurs solutions :

Ou bien l'Etat français avec la complicité d'un certain nombre de partis continue sa politique d'exclusion et de déportations arbitraires.

Ou bien, il décide de donner à ces hommes, à ces femmes, à ces enfants, une égalité de droits et une citoyenneté à part entière.

Le discours pseudo-humaniste de Stoléru est la pire des mystifications. Nous avons avalé avec une facilité déconcertante la couleur du droit à la différence. Sans véritable place dans la société française, il est impossible de défendre une identité. Sans droit politique, le droit à la différence est de fait un droit à l'exclusion.

Nous-mêmes, nous devons en finir avec une certaine hypocrisie qui fait du retour massif de la majorité d'entre nous une éventualité probable. Il faut que nous débattions au grand jour de ces problèmes.

Assez de mensonges ! A vouloir gagner sur les deux tableaux nous sommes perdants partout, ce qui nous caractérise en ce moment, c'est l'attentisme et l'immobilisme.

Pourquoi ne pas nous doter, nous-mêmes, d'une politique ?

En partant de nos vies, de nos existences, de notre dégoût et aussi de nos espoirs, pourquoi ne pas nous rassembler pour exiger nos droits ? Mais pour en finir avec l'injustice, il faudrait sortir de la mauvaise foi.

Serions-nous tous, comme l'écrit Gilbert Comte, de pauvres tartuffes écrasés sous le poids de leurs innombrables mensonges ?

Hamoud Khali



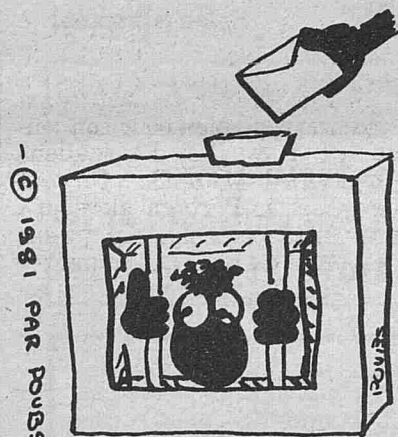
La vie en rose

Un ballon de rouge « bien français »

Soirée banale, deux pote accoudés au zinc bavardent tout en siroptant une mousse. Ils ont bien remarqué un type un peu ivre qui s'agite au milieu du troquet en proférant des injures en direction du patron du bistrot, lequel ne semble pas prêter attention au perturbateur. Celui-ci s'approche alors des deux compagnons et tente de lier conversation : taulard, alcoolique, un passé déjà lourd pour un français, comment le surmonter lorsqu'on s'appelle Ali ou Mohamed ? C'est la réflexion que se font intérieurement les deux amis. « Rentre chez toi, ça ira mieux demain » « Pense à l'image des immigrés que tu donnes aux français » argumente un des deux buveurs de bière maghrébin comme lui. « Je ne suis pas immigré, je suis français » rétorque le citoyen de la deuxième génération. Indifférent

au discours politique, à la recherche de l'oubli ou peut-être de l'identification que lui procurera l'ivresse, il s'enfonce dans la nuit. L'histoire aurait pu en rester là amenant cette réflexion : au-delà de ce dénominateur commun : nationalité immigrée, qu'est-ce qui unit un lumpen tunisien d'un intellectuel marocain ? La lutte contre le colonialisme et le racisme ne peuvent être menées à leur terme qu'à condition que les contradictions de classes ne soient pas évacuées, diront avec justesse, les grands manieurs de rhétorique. Comme pour nous ramener aux dures réalités, qui elles, ne s'embarassent pas de subtilités, un consommateur à l'accent parisien salue à sa façon le départ de l'intrus : « un autre ballon de rouge, et bien français, celui-là ».

F.R.



Le groupe oecuménique et les élections

A l'approche des élections, le groupe oecuménique qui avait, tout au long des années 1979 et 1980, publié 3 documents sur l'immigration (1), a rendu public son point de vue sur les immigrés, face à cette échéance politique importante.

Le préambule remarque que si les immigrés ne voteront pas, ils « ne passent pas inaperçus. On parle d'eux, ils comptent, maintenant aux yeux des leaders politiques, ils sont devenus un enjeu électoral ».

Après cette introduction, le document, qui se compose de trois parties, procède dans un premier paragraphe intitulé « les immigrés parmi nous », à une brève analyse de la sédentarisation de la population immigrée et de ses conséquences.

Le groupe oecuménique insiste à ce propos sur les difficultés que suppose pour une famille

immigrée et surtout pour ses enfants, même si l'aspiration existe, un projet de retour « la seule nostalgie du pays ne suffit pas pour élaborer sérieusement un projet pour le retour » précise-t-il.

Le second paragraphe décrit comme son titre l'indique (« immigrés et français dans la crise ») les conséquences pour toute la population de la crise économique actuelles.

Insistant sur cette dimension solidaire (« nous sommes embarqués sur un même bateau, traversant une crise »), le groupe oecuménique lance dans le troisième et dernier paragraphe une série de mises en garde et estime « qu'il y a dès aujourd'hui, des actions possibles ».

D'abord, des solutions pratiques à inventer, dit-il, « dans l'immeuble, le voisinage, le quartier, l'entreprise, se connaître,

agir ensemble ... ».

Ensuite, des solutions techniques et politiques, aux plans municipal et régional pour les problèmes de l'habitat et enfin des choix politiques nationaux. Il s'agit de « connaître institutionnellement la place des immigrés dans la société française, effacer toute trace discriminatoire dans la pratique administrative et la législation. ».

Rappelons que ce document peut-être demandé au : CIEM, 46 rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél : 372 49 34.

A la Cimade 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél : 550 34 43
Au Service National de la Pastorale des Migrants, 269 bis, rue du Fg-St-Antoine, 75011 Paris. Tél : 372 47 21

(1) : Les immigrés en France aujourd'hui ? (avril 1979). Les raisons de notre refus, plaider pour l'homme (novembre 79). La population algérienne, une communauté en suspens (juin 80)

LYON

Grève de la faim contre les expulsions

Comme nous l'avions annoncé dans le dernier numéro du journal, une grève de la faim sera entamée par Christian Delorme à partir du 2 avril. L'objectif de cette grève est d'obtenir la publication d'un décret du ministère de l'intérieur, stipulant que ne peuvent pas être expulsés du territoire français les jeunes nés en France et qui y ont passé plus de la moitié de leur vie. Dans la réglementation actuelle, rien ne s'oppose à une telle circulaire, la « seconde génération » comme on nous appelle (ça fait très style new wave), n'étant jamais prise en compte, Christian Delorme est engagé jusqu'au bout. Un jeune « immigré » en instance d'expulsion, entamera aussi la grève de la faim. Abdenabi Kebaibi, né le 28 octobre 58 à Marseille. Il est expulsé pour une soi-disant affaire de vol et de proxénétisme. Il revendique le droit à la

nationalité française. Il faut savoir que ces derniers temps, plusieurs tribunaux de grande instance ont refusé la nationalité française aux jeunes nés en France avant l'indépendance de l'Algérie et dont les parents n'ont pas fait le choix de cette nationalité avant mars 67. Mais il reste des recours à faire et surtout un litige sur la distinction qui était faite à l'époque entre le « droit commun » et français et le « droit musulman ». Ce problème de nationalité des algériens nés en France avant et après l'indépendance de l'Algérie, est une question très débattue par les juristes et les hommes politiques et nul ne peut prétendre avoir fait le tour du problème. Pour en revenir à cette grève de la faim, j'espère que les gens intéressés par la « seconde génération », ceux qui ont la plume facile « zamma » la maîtrise de l'écriture, feront un maximum de bruit.

Mohamed Nemmiche

Le travail intérimaire : Une forme privilégiée d'exploitation

B.D.I.C

Le travail intérimaire connaît un essor spectaculaire. En l'espace de quelques années, le nombre des entreprises de travail temporaire s'est multiplié par vingt. Partout des boîtes d'intérim se développent, s'épanouissent. A ce rythme, on finira par en trouver dans tous les coins de rue. Et c'est ce qui se passe. Ces entreprises privées, nouveaux marchands de force de travail, semblent trouver vraiment leur compte dans la gestion d'une main d'oeuvre en quête de travail. L'aggravation du chômage aidant, l'intérim apparaît comme seule solution pour se procurer numéraire et, pour vivre. Au prix de précarité et d'instabilité. Nombreux sont les travailleurs qui passent d'une boîte à une autre, d'une région à une autre, d'un chantier à un autre.

De vrais nomades de travail, mais des nomades pas comme les autres, puisqu'aspirant à la sédentarisation.

Rares sont les immigrés qui ne sont passés par l'intérim. Si les immigrés sont sur-représentés dans cette forme de salariat, les travailleurs français n'en sont pas épargnés. En 1977, une enquête réalisée par la SOFRES l'indique : un français sur 10 et un salarié sur 17 a été employé à un moment ou à un autre par une entreprise de travail temporaire (E.T.T.). 35 % des jeunes intérimaires âgés de moins de 25 ans ont trouvé leur premier emploi par l'intermédiaire d'une boîte d'intérim.

Pour l'Union Nationale des Entreprises de Travail Temporaire, le travail temporaire est une réalité économique et sociale avec laquelle il faut compter. Elle emploie quotidiennement 200 000 personnes, soit 0,9 % de la population active. Les syndicats, eux, tiennent un discours opposé. Déroutés, ils ne savent plus s'il faut organiser les intérimaires dans les boîtes temporaires ou dans les entreprises utilisatrices. Mais tous sont d'accord sur au moins une chose : la dénonciation des E.T.T.. Des entreprises qui « s'engraissent sur le dos des chômeurs », disent-ils. Ils proposent leur nationalisation et souhaitent des Agences Nationales pour l'Emploi musclées. On les comprend, le nombre d'intérimaires syndiqués est ridicule : à l'échelle nationale, CGT : 450, CFTD : guère mieux.

*« Urgent, recherchons plom-
geur, urgent, recherchons plom-
bier, urgent manutentionnaire,
débutant accepté... »*

*« Vous commencez demain, vous
nous quittez demain »*

*« Je travaille quand je veux,
je pars quand je veux... »*. Ces
placards publicitaires du groupe
BIS, un géant de l'intérim,
s'imposent partout, agressifs.
ils vous guettent, dans le mé-
tro, dans la rue, Partout, ils
sont omniprésents. La boîte
d'intérim présentée comme une
simple entreprise intermédiaire,
entre patron et ouvrier, une
entreprise qui sauve, dépanne,
met en contact offreurs et de-
mandeurs d'emploi. Rien de plus.

Une boîte qui rend service.
En réalité, c'est un patron
comme les autres, qui gère la
main d'oeuvre dans l'intérêt
principalement du capital.
L'E.T.T. permet aux entre-
prises de se décharger de cer-
taines opérations. Elle recrute,
sélectionne, et assure l'adminis-
tration du personnel. C'est elle
qui engage, verse le salaire,
affilie à la sécurité sociale et
intervient en cas d'accident de
travail. Des acquis importants
se trouvent ainsi balayés : men-
sualisation et législation sur les
licenciements volent en l'air.

Pendant longtemps, le travail
temporaire fut considéré comme
un moyen pour résoudre l'ab-
senteïsme du personnel stable
ou pour accomplir des tâches
exceptionnelles. Aujourd'hui,
au nom des nouvelles contrain-
tes économiques des exigences
de la rentabilité, le patronat
y recourt de manière massive.
Les prétextes ne manquent pas.
Rigidité de la législation socia-
le, salaires de plus en plus in-
dépendants du travail effec-
tué.

*« Les rigidités que la législa-
tion sociale entraîne ont des
effets indirects qui n'étaient
pas prévus par le législateur »*
-écrit Couste dans son fameux
rapport sur le travail tempo-
raire adressé au Premier Mini-
stre en juin 1979 - *Elaborée
dans un contexte économique*

*favorable cette législation, ajou-
te-t-il, peut apparaître à cer-
tains égards, inadaptée dans un
monde de crise profonde et du-
rable où le seul maintien des
acquis est devenue une gageure ».*

Le loi de janvier 1972 : les E.T.T. maitresses du jeu

Le nombre de boîtes d'inté-
rim est passé ainsi de 850 en
1969 à 3000 au 31 décembre
1977. Leur chiffre d'affaires
de 400 Millions en 1965 à
8 milliards en 1978. Cette même
année, 1 million de salariés
ont transité par l'intérim. Ces
chiffres ne doivent pas être
pris à la lettre. Par son caractè-
re même, le travail intéri-
maire est insaisissable statisti-
quement. Le travailleur intéri-
maire est partout et nulle part.
Il est là. Il est parti. L'en-
treprise temporaire trouve son
compte et déclare ce qui l'ar-
range.

La loi de janvier 1972, a ten-
té de réglementer les activités
des E.T.T. et mettre fin à cette
anarchie. Elle précise les cas
de recours à l'intérim : absen-
ce d'un salarié permanent, sus-
pension d'un contrat de travail,
existence d'un surcroît occasion-
nel d'activité, création d'acti-
vité nouvelles et travaux ur-
gents.

Les contrats conclus doivent
être signés entre l'intérimaire
et l'E.T.T. qui doit en déposer
un double auprès du Ministère
du Travail.

Dans les faits, cette loi est
rarement respectée. Elle n'a
fait qu'institutionnaliser le tra-
vail intérimaire. Désormais, il
est tout à fait réglementaire
qu'un travailleur exerce un tra-
vail temporaire. Comme il ne
doit bénéficier ni d'avantages
sociaux, ni de clauses conven-
tionnelles en vigueur dans l'en-
treprise utilisatrice. A l'inverse,
les boîtes d'intérim et les en-
treprises utilisatrices sont plus
que jamais les maitresses du
jeu.

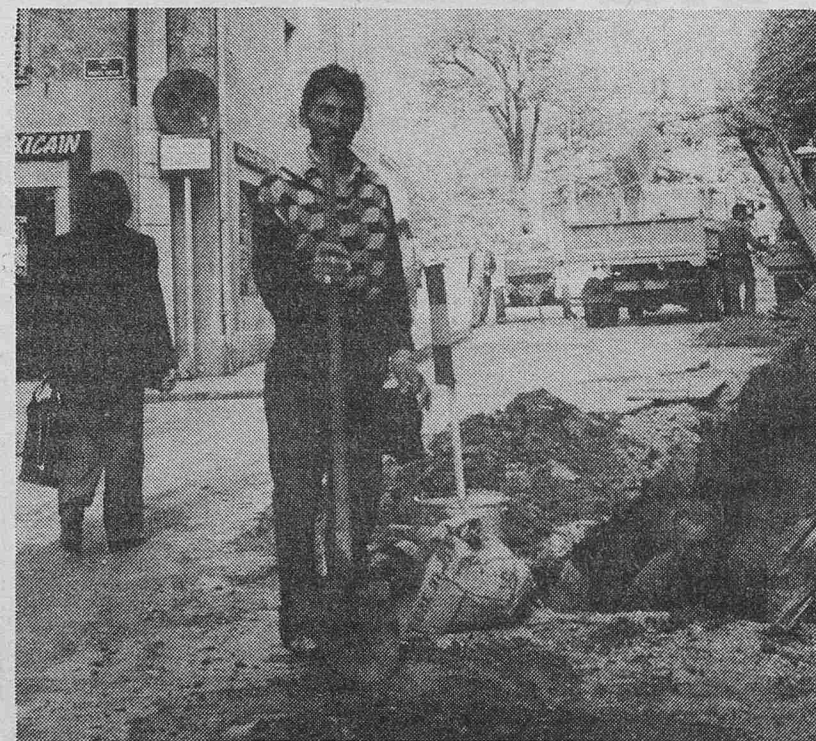
Finie le temps où l'intérim est
phénomène provisoire, margi-
nal. Si en Italie et au Japon,

le capital trouve son compte
dans le travail à domicile, en
France, il le trouve dans l'inté-
rim. Le travail intérimaire
est banalisé. Sans doute depuis
1979, un bureau, un téléphone,
une chaise, des adresses et un
capital de 20 000 F ne suf-
fisent plus pour créer une ETT,
mais la situation n'a pas pour
autant changé. Le texte de loi
adopté par le parlement en
1979, stipulant que les ETT
doivent présenter de véritables
garanties financières, n'a eu
comme conséquence que la con-
centration des ETT. Rien de
plus. Trois entreprises con-
trent d'ailleurs aujourd'hui
plus de 30 % du marché de
l'intérim (tableau n° 1).

Quelles sont les entreprises qui font appel au travail intérimaire

Contrairement à ce qu'on
pourrait croire, le travail tem-
poraire est d'autant plus im-
portant que la taille de l'éta-
blissement est grande. 10 % seu-
lement des établissements de
moins de 50 salariés ont recours
au travail temporaire. Par contre,
54 % des établissements
utilisateurs de temporaires, ont
plus de 500 salariés. Les entre-
prises industrielles de trans-
formation viennent en tête.
Relayées par le secteur tertiaire
(banques, commerces, ser-
vices et transports) et les bâ-
timents et travaux publics (ta-
bleau n° 2).

Certaines entreprises d'inté-
rim travaillent même pour une
seule entreprise utilisatrice.
Parfois, elles n'appartiennent
même à celle-ci. (Somafer-In-
dustrie pour la Somafer). Le
travailleur a un statut d'inté-
rimaire mais il est permanent
dans l'entreprise. Moyen subtil
d'utilisation de la main d'oeu-
vre, au moment opportun et de
s'en débarrasser au moment
voulu. Economie des frais d'em-
bauche et de licenciement et
aussi salaire bas. Pis, les sa-
laire des intérimaires sont comp-
tabilisés dans la rubrique frais
généraux et non pas comme frais
de personnel. Du coup, les taxes
basées sur les salaires sont sup-



primées et les impôts à payer
se trouvent réduits puisque les
frais généraux de l'entreprise
sont élevés.

Par ailleurs, l'intérimaire est
non intégré dans l'entreprise.
Il effectue les travaux les plus
durs souvent placé par le pa-
tron à des postes clefs pour sti-
muler le rythme de travail. L'in-
térimaire ne peut que jouer le
jeu dans l'espoir de donner bonne
impression et devenir un travail-
leur permanent comme les au-
tres. L'employeur le tient dans
l'incertitude, et cherche à dé-
velopper la mobilité du travail.
Il fait cohabiter dans une même
entreprise des travailleurs n'a-
yant pas le même statut. Ni
les mêmes droits, ni les mêmes
patrons, ni les mêmes salaires.
Objectif : entretenir des

contradictions sociales entre tra-
vailleurs. Ce n'est pas un hasard
si l'intérim est important, en
particulier dans les grandes
entreprises où les syndicats
sont forts et la main d'oeu-
vre est stable. Dans les secteurs
d'activité économiques caractéri-
sés par une instabilité de l'em-
ploi (habillement, imprime-
rie, chaussures) les travailleurs
intérimaires brillent par leur
absence.

Salah Alkhortobi

Prochains articles :

**Immigrés et
intérimaires
Les syndicats et le
travail temporaire**

TABEAU I

Les principales entreprises de travail temporaire

BIS : Créée en 1954
+ de 200 agences en mai 78
- Chiffre d'affaires hors taxe
en 1978 : 1 milliard de francs
- Côtée en bourse
- Côtée en bourse
- 150 000 temporaires par jour
- A absorbé la société SCRL—
France et WELLS-Management
et la Business International Search
ECCO.TT,
Créée en 1964

- 255 établissements en mai 78
- Chiffre d'affaires H.T. 600
millions de francs en 1978
- 9 % du marché
- Côtée en bourse.

MANPOWER-France

Filiale de la Société Manpower
américaine
- 102 agences en mai 79
- Chiffre d'affaires 570 Millions
(1978)
- 8 % du marché.
Ces trois entreprises contrôlent
30 % du marché de l'intérim.

TABEAU II

Répartition par groupe d'acti-
vités économiques des contrats
conclus au cours de l'année
1976

Activités économiques	
Pêche, forêt, agriculture	0,2 %
Energie, ind. Extractives	2,4 %
Ind. de transformation	51,0 %
Bâtiment, travaux publics	15,0 %
Transports	6,5 %
Commerces, banques, services	23,4 %
Divers	1,1 %
Ensemble de l'année	100 %

Entre le marteau et l'enclume

Il est plus facile de briser un atome qu'un préjugé
A. Einstein

En cette morne période électorale où les français s'apprêtent à voir rouge, à imaginer une vie en rose ou à sentir couler du sang bleu dans leur veines (rayer les mentions), bref à avoir la rage d'élire, les migrants -conjoncture exigent tenu le haut de l'affiche sous des formes diverses : le bulldozer et le jargon ébouffant du côté des Daltoniens, sollicitudes toutes paternelles chez certains tenants de l'antiracisme et raisonnements spéculatifs si l'on se réfère aux récents propos du précédent de la République. Ainsi, samedi dernier, la commémoration de la journée internationale contre le racisme a été marquée par une flopée de manifestations dont on ne peut affirmer qu'elles aient contribué en quoi que ce soit à élever le débat. Encore une fois, on a constaté qu'une organisation antiraciste a tenu un colloque ambitieux où les invités ont rivalisé d'éloquence et de discours flamboyants qui ont vite pris des allures de soliloques. Le tout s'achevant comme de bien entendu, par des résolutions vêtues de bonnes intentions mais qui n'entreront jamais dans la réalité. Dans le flot et le tumulte des palabres de ces messieurs les ressasseurs et les humanistes de salon, un absent de marque, le principal concerné, en l'occurrence, l'immigré, considéré plus comme un assisté alors qu'il a des droits à faire respecter même si crise il y a.

En attendant quelque mystérieux Godot, l'immigré continue de ramer pendant que les autres font la planche.

Intéressante par contre, l'émission de Michel Tauriac, « vécu », sur France-Inter, consacrée au dialogue souvent difficile français-immigrés. Elle a prouvé que ce problème est avant tout un problème humain devant obligatoirement passer par la lutte contre les préjugés et les idées reçues. C'est dire que tout amoureux des libertés, se doit de combattre

le racisme quotidiennement et prêcher le dialogue car le véritable chef-d'œuvre en péril est de nos jours la compréhension entre les peuples. Qui ne se souvient des avanies subies par les immigrés quand différents régimes adoptent telle position ou prennent telle décision ? Faut-il rappeler que les guerres, les brimades et les vexations naissent moins d'un mépris entre des peuples que du tempérament belliqueux des dirigeants et des politicards. Ce sont ces derniers qui devraient s'adonner à des cures de désintoxication tant certains - et ils sont nombreux, sont convaincus de leur supériorité intellectuelle, culturelle ou militaro-économique et persuadés d'être investis d'une quelconque mission civilisatrice.

Je ne saurais terminer sans signaler quelques propositions empreintes de bon sens et de clairvoyance que M. André Ohl, président de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), compte soumettre aux candidats à la Présidence de la République. Ces suggestions qui visent à une meilleure insertion des familles immigrées, préconisent notamment une révision législative permettant aux étrangers de participer réellement à la vie associative du pays par la possibilité de voter aux municipales, un minimum de sécurité pour mener à bien les efforts de promotion culturelle et professionnelle et un apprentissage de la langue culturelle d'origine pour la seconde génération d'immigrés (entre 1,2 et 1,5 Millions de jeunes environ) ainsi que l'embauche d'interprètes dans divers organismes sociaux.

Ce n'est donc pas à travers des manifestations épisodiques genre semaine d'amitié ou de solidarité qu'on parviendra à trouver les bonnes solutions. Surtout que celles-ci sont généralement comprises entre le marteau et l'enclume. C'est à dire d'une telle platitude...

Rabah Mezouane



IL S'ATTAQUE A CEUX QUI NE NOUS ONT PAS DÉFENDUS!!

Les jeunes de Bassens répondent à Actuel

Nous tenons à mettre les points sur les « I » à Yannick Blanc, auteur d'un article dans « Actuel » du mois de mars p. 102 intitulé « tremblement de terre à Marseille ».

Nous avions beaucoup d'espoir, pour une fois, un journaliste allait faire un travail approfondi sur un certain nombre de problèmes qui nous tiennent à cœur. Tous les moyens étaient réunis : il a passé au moins dix jours à faire son enquête, nous l'avons pas mal aidé. Eh oui, c'est un progressiste, qui a milité dans des structures antiracistes. On a des copains communs. C'est un bon passeport ! Nous pensions même dans notre naïveté coupable, pouvoir participer un minimum à la rédaction de l'article, penses-tu...

Au mois de mars, donc, devant les kiosques à Marseille, on voit des affichettes : l'agonie des HLM de Bassens. Et puis nous jetons 12 F(!) en achetant un numéro d'Actuel. Nous avons dû nous rendre à l'évidence : il est complètement passé à côté : nous voulons bien que certains journalistes aient envie d'écrire d'une autre manière, mais là, vraiment, c'est écoeurant. Nous nous sommes demandés comment qualifier ce genre d'article : style Minute légèrement amélioré ? Style Paris-Match nouvelle gauche ? On hésite. C'est peut-être aussi en partie une étude pseudo-sociologique. Toujours est-il que la présentation relève plus du « sensationnalisme » à toutes pompes qu'autre chose. Jugez-en vous-mêmes, d'abord, il a l'affichette (style Détective) déjà mentionnée, mais il y a aussi les titres de paragraphe « ils peignent tout de suite les vitres pour cacher leurs femmes » et « ouais, faut leur casser la gueule, ouais, ouais ! »

Pour déformer, c'est simple, soit il invente carrément, soit il prend un petit détail et le met sous un microscope électronique.

Dans la série invention, p.105, colonne 1, en substance : « les vieux touchent une commission pour accompagner les femmes qui vont toucher les allocations familiales ! Et ceci : Les vieux posent des questions aux « étrangers qui viennent au bidonville ! Autre chose : « une femme refuse de faire des enfants, son mari la cogne puis la console ! Ce n'est pas fini.

« Tous les hommes possèdent deux ou trois femmes bien plus jeunes qu'eux ». On continue : « les assistantes sociales essaient de contraindre les hommes à laisser sortir leurs épouses sous peine de perdre les allocs ». Et « et comme ces femmes sortent, il faut les battre plus souvent ». Toujours p. 105, colonne 2 : « Au bidonville, on mange au lit pour se réchauffer ».

Colonne 3 : le microscope « ils grillagent les ouvertures, murent les fenêtres et peignent les vitres pour qu'on ne voie pas leurs femmes ». Enfin, il y a 2 ou 3

appartements dont les vitres sont peintes, ils sont situés au rez-de chaussée ou au 1er étage.

Et bien sûr, p. 106 : les moutons ont suivi leurs maîtres et logent chez eux ! A l'appui de cette affirmation, on voit sur une demi-page une photo avec effectivement un mouton dans un appart. Il ne faut surtout pas dire (c'est un secret !) que la photo a été prise le jour de l'Aid. La famille est d'ailleurs furieuse. Elle menace de porter plainte. En aurait-elle les moyens ?

Nous n'ajouterons pas d'autres exemples, si des fois vous avez 12 F à perdre, vous lisez.

A notre avis, cet article est très dangereux. Pour ceux qui connaissent bien Bassens, ce n'est pas trop grave, ils peuvent facilement rectifier le tir. Mais pour ceux qui ne connaissent pas, c'est vraiment une image désastreuse qui leur est montrée. Et pour les racistes de tous bords, ils peuvent vrai-

ment faire le plein d'arguments racistes.

Les gens ne sont pas des marchandises, le minimum est de respecter leur culture.

Ce qui nous rend amers, c'est que tous les problèmes sur lesquels nous avons insisté, ont été ignorés comme ce n'est pas possible. Puisque les problèmes des femmes touchent M. Blanc, n'aurait-il pas pu dire quelques mots sur ce qu'elles subissent au sein de l'ATOM (aide aux travailleurs d'Outre-Mer). Et les aspects un peu positifs dans notre vie n'existaient pas, c'est vrai, que ce n'est pas assez sensationnel...

Nous encourageons tous les copains immigrés ou non à répondre à tous les articles pourris, qu'ils viennent de journaux « progressistes » ou « de droite ».

Fatima B, Raïb S., Tahar G. Saïd B., Azzedine B. Yamina Bendrenni, B. Hanifa



Marseille : Djamila ne doit pas être expulsée

C'est le titre du tract qui a été rédigé par le Comité de Soutien à Djamila. Djamila doit passer en commission d'expulsion le 24 mars. Ce qu'on lui reproche c'est d'avoir manifesté après l'assassinat de Houari. Un comité de soutien s'est formé. Une décision a été prise : appeler un rassemblement à la Busserine. Ce rassemblement avait un double but : d'abord de mobiliser la population du quartier, où le jeune Zahir Boudjellal a été tué par un voisin.

Le rassemblement donc : moins d'une centaine de personnes étaient présentes. Le rassemblement a fait le tour de la Bus-

serine. A noter de la mère de Zahir Boudjellal a rappelé que son fils a été calomnié par la presse et que si elle avait refusé de faire une manifestation c'est parce qu'elle avait peur que les jeunes aient des ennuis... Comme Djamila aujourd'hui.

Petit à petit, le cortège diminuait et en arrivant aux Flamants, il ne restait qu'une vingtaine de personnes. Un rassemblement a eu lieu le mardi 24 mars devant l'annexe de la préfecture Rue St Sébastien où Djamila comparait devant les commissions d'expulsion.

Saïd-Raïb

La répression s'abat à nouveau

Depuis 8 mois, cinq guyanais sont en prison en France. Si on prend comme référence les dernières sentences prononcées par la Cour de Sureté de l'Etat vis-à-vis de ceux qu'on accuse à tort et à travers de « terroristes » (FNLC, FLB, ...), ces cinq guyanais risquent d'écoper de huit à douze ans de prison.

Leurs méfaits ? Il leur est reproché par l'Etat français de se battre par tous les moyens pour l'indépendance de leur pays.

A cette occasion, *Sans Frontière* a cru qu'il était bon de donner la parole à des hommes et à des femmes qui contestent la présence française dans leur pays par des formes de lutte traditionnelles. Déjà, nous avons maintes fois permis à des points

de vue, ignorés de la grande presse, de s'exprimer dans nos colonnes en ce qui concerne l'avenir des dits « Départements français d'Amérique ».

Aujourd'hui, nous donnons la parole au « Front de lutte pour Armer le Peuple - Mayouri pou briga ké Zouti » (FROLUTAR-MAYOBRIZ). Les positions exprimées dans cette tribune libre n'engagent que ce groupe, mais en tout état de cause, nous croyons qu'il s'agit d'une contribution aux débats actuels qui ont lieu dans les mouvements anticolonialistes antillo-guyanais.

Ainsi, nous aurons rempli notre tâche d'information et de solidarité.

Neg Mawon



Comme en décembre 1974, les colonialistes français, dès le 6 juillet 1980, ont lancé une vague de répression sur le « Camp patriotique ». En effet, en décembre 1974, le Gouvernement français inventant un « complot de Noël 74 », lança une vague d'arrestations des militants indépendantistes du Moguyde, FNLC, UTG, (1), et sous-section du PSG. Vague de répression sans précédent. Une trentaine d'arrestations sont opérées et des perquisitions en grand nombre sont effectuées aux domiciles de patriotes de jour comme de nuit. Cayenne est quadrillée par les forces de répression.

Après 10 Jours de garde à vue, 8 patriotes guyanais (2) sont inculpés par le Juge d'Instruction près la Cour de Sureté de l'Etat d'atteinte à la Sécurité de l'Etat français, et écroués à la Maison d'Arrêt de Cayenne où ils restent jusqu'au 24 décembre, date à laquelle, ils seront déportés à Paris, par avion militaire spécial, pour être embastillés dans le bagne politique français de la mal nommée « La Santé ».

Mais grâce à la mobilisation des masses populaires et sous la direction du M.F.G (3), malgré le silence coupable des formations politiques d'opposition traditionnelle, mais grâce à la solidarité et le soutien International, le Gouvernement français, après un mois et demi, fut obligé de capituler en relâchant et en rapatriant les 8

patriotes guyanais.

Têtu, les colonialistes français réitérent leur coup, en fomentant contre le « Camp Patriotique », le « Complot du 14 juillet 1980 ».

Le complot du 14 juillet 1980

Alors que le peuple français s'apprêtait à fêter la « Prise de la Bastille du 14 juillet 1789 », des brigades spéciales opéraient à Cayenne, capitale de la Guyane sous domination française.

Dès le 6 Juillet, les chiens de garde du colonialisme français, lançaient une vague d'arrestations de patriotes guyanais : perquisitionnant de nuit, et arrêtant chez eux et dans la rue, ou à leur lieu de travail, les patriotes les plus connus pour leur détermination à se battre jusqu'au bout pour libérer leur pays du joug colonial français.

Entre le 6 et le 13 Juillet, une trentaine de patriotes guyanais ont été arrêtés, battus, torturés.

Dans la nuit du 14 au 15 juillet, les forces françaises de répression, y compris la Brigade Spéciale de la Légion Etrangère, embarquaient quatre patriotes (R. Charlotte, A. Rouegui, F. Ho-A-Chuck, E. Blanchard) à destination de Paris, où ils devaient être embastillés dans les bastilles modernes de Fresnes, Fleury-Mérogis, et La San-

té. Une semaine après, un cinquième patriote (E. Geneviève) sera lui aussi déporté.

Mais pourquoi donc les colonialistes français ont-ils choisi de frapper comme en décembre 74, les rangs du « Camp patriotique » ?

- Le 19 avril, à la suite d'une explosion, un incendie se déclare au dépôt de carburant de la Société Shell à Kouran, où a été installée la Base Spatiale équatoriale européenne du Centre Spatial (dit) guyanais. A cette époque, les travailleurs de cette entreprise étaient en grève.

- Quelques jours plus tard, le 21 avril, la gendarmerie annonce par France Région 3, station de Cayenne, qu'une bombe à retardement désaffectée de la Place des Palmistes (en plein Centre administratif de Cayenne) ;

- Dans la même période, une alerte à la bombe est décrétée à l'aéroport de Rochambeau ;

Ils en « perdent la boule », et déclenchent à l'aveuglette une série d'arrestations.

- Alain Michel, responsable syndical de l'U.T.G. à St Laurent (Ville frontière entre la Guyane et le Surinam) est arrêté et gardé à vue à Cayenne, son domicile à St Laurent est perquisitionné ;

- Bernard Lucille, qui est un adepte de « méditation transcendante » est arrêté et gardé à vue. Le pouvoir colonial ira

jusqu'à faire courir le bruit qu'il serait un agent de la C.I.A. ;

- De nombreux ouvriers de l'entreprise Chambard de Kouran, sont gardés à vue, à cause d'une « expropriation de dynamite » ;

- L'« habitation » des Labrador à la Crique Gabrielle est minutieusement fouillée ... (à 30 km de Cayenne, sur la Commune de Raura où a été installée la première colonie de réfugiés asiatiques : les Hmong)

Enfin, les colonialistes français, n'ayant pas réussi à « fabriquer » des preuves, sont obligés de relâcher les guyanais arbitrairement détenus.

Après trois mois de calme politique apparent, et juste après le Carnaval et les élections cantonales partielles, comme en décembre 1974, à l'occasion du passage du sous-ministre des colonies Stirn ; trois mois après les colonialistes français chargèrent à nouveau les rangs patriotiques.

- Depuis quelques mois, la gendarmerie enquête sur un vol de dynamite ;

- De plus, à la fin de ce même mois, il est fait état de la découverte d'un convoi d'armes découvert d'un convoi d'armes en provenance du Brésil et à destination du Surinam

Mais chargé ! Les colonialistes français sont aux abois, Mais en fait, pourquoi le pouvoir a-t-il choisi ces cinq patriotes ?

- Raymond Charlotte : est

journaliste, directeur du journal et anti-colonialiste Kawka et responsable du F.N.L.G., il faisait déjà partie des huit déportés politiques de décembre 1974

- Antoine Aouégui, dit Lamo-raille : est le co-directeur du journal Kawka, et coordinateur du F.N.L.G. ;

- Eddie Ho-A-Chik est président de l'Organisation des Jeunes chômeurs ;

- Eric Blanchard est militant du Mo-Guy-Dé.

Lorsque l'on sait que la presse écrite est aux mains du pouvoir colonial (« Presse de Guyane », seul quotidien édité par la Préfecture de Cayenne ; « France Guyane » torchon du groupe Hersant), que bien entendu, la radio et la télévision sont l'instrument d'intoxication de choix des colonialistes, et que la seule presse révolutionnaire existante encore était Kawka et Malmanoury, on comprend le souci du pouvoir colonial d'embastiller les principaux animateurs, qui réclament et exigent : « l'indépendance immédiate et sans condition ».

De plus, pour le pouvoir colonial, il devient urgent d'endiguer cette nouvelle vague d'action directe, qui démontre la détermination des composantes les plus radicales du « Camp Patriotique » à opposer à la violence colonialistes et réactionnaire, la violence patriotique et révolutionnaire.

A cette vague d'arrestations la réponse ne se fait pas attendre :

- D'une part, le rituel « Comité de soutien » est mis sur pied à l'appel du Mouvement des Femmes de Guyane, qui depuis 1974, en a le rôle historique. Y participent :

Le M.F.G. ; le P.S.G. ; (4) : l'U.G. ; le Mo.Guy.Dé ; le F.N.L.G. ; l'U.T.G. ; et les traditionnelles « personnalités » de « gauche ».

Ce Comité organisa des meetings de solidarité, auxquels participèrent des délégations des Comité de Soutien aux détenus politiques guyanais de Guadeloupe, Martinique, Surinam ; organisa des collectes de fonds pour assurer la défense des patriotes et aider leurs familles dans le besoin (Charlotte : six enfants, Aouégui : sept enfants), et envoya des délégations pour participer aux manifestations de soutien organisées en Martinique, Guadeloupe et au Surinam.

- D'autre part, de façon moins rituelle, une riposte radicale a été déclenchée : nouveaux dynamitage-avertissement, incendies de voitures et villas de colons français, incendie du centre de défolement des colons français (dit centre nautique de Zéphir) pendant le séjour du sous-ministre des colonies Djoud.

Le C.R.A.J. (Groupe Révolutionnaire Armé de la Jeunesse) qui a fait connaître son existence en « bombant » les murs de

Suite page 9 ...

... Suite de la page 8

la ville de Cayenne et en distribuant des tracts de mobilisation a entrepris un travail d'organisation de la jeunesse révolutionnaire.

De plus, après la riposte du « Camp Patriotique » aux arrestations et déportations des cinq patriotes, un mandat d'arrêt international a été lancé contre deux patriotes : Roland Delannon, et Etienne Bordes, qui sont activement recherchés par Interpol. Défiant et humiliant l'envahisseur français, une nouvelle publication patriotique a vu le jour « Mawina » dont le directeur est Roland Delannon actuellement dans la clandestinité.

Enfin, le Gaoulé (Mouvement National de Libération de la Guyane) vient de rendre publique sa volonté de mettre la violence révolutionnaire guyanaise au service de la destruction du système colonial français qui est imposé » (cf. Le Naif-Martinique).

Le Gaoulé a revendiqué l'« organisation » depuis septembre 1979 et sur toute l'étendue du territoire national guyanais, d'opérations de guerre de harcèlement contre le colonialisme français » dont :

- A Cayenne :

- L'incendie du centre de défolement des colons français (dit Centre nautique de Zéphyr)

- des incendies en chaîne de véhicules appartenant aux mercenaires de l'administration et des forces de répression françaises ;

- le dynamitage-avertissement de la caserne des Palmistes.

- le dynamitage de la station Shell ;

- Les incendies de le dynamitage de la station Shell ;

- les incendies de villas de colons français ;

- l'expropriation de dynamite

- le dynamitage-avertissement de la Préfecture ;

Cela est clair en touchant aux patriotes, le pouvoir colonial vient de mettre les pieds dans la fourmillière.

Notre position

Quant à nous Frolutar-Mayobriz, (Front de lutte pour armer le Peuple -Mayouri pou briga ké zouti), nous proclamons solennellement avec le Gaoulé, la nécessité de jeter aux poubelles de l'histoire tout cet attirail hétéroclite électoraliste, qui n'a réussi qu'à semer la confusion au sein du Peuple guyanais.

La voie royale qui mène à la liberté pour l'indépendance nationale immédiate et sans condition » de notre pays Laguiyann et pour l'emprunter, il nous faut opposer à la violence colonialiste et réactionnaire qui s'exerce dans tous les secteurs de la vie guyanaise, la violence patriotique et révolutionnaire, en suivant l'exemple de nos ancêtres Indiens et Marons qui ont su se libérer des chaînes de l'esclavage.

Nous avons rendu visite à nos frères patriotes embastillés à Fresnes. Du fond de leurs cachots, les cinq prisonniers politiques vous adressent leurs saluts fraternels et patriotiques.

Ils nous ont chargé de vous transmettre un message de lutte et d'unité.

Nous pouvons vous donner l'assurance que les cinq patriotes ont toujours gardé un moral d'acier, que n'a jamais pu infléchir les odieux procédés des chiens de garde de l'Etat Français. Et nous mettons en garde les émigrés contre les nocives « sirènes » malveillantes ou inconscientes qui ont fait (ou font encore) courir de faux bruits tendant à faire croire que certains de nos cinq camarades avaient faibli et reconnu certains faits qui leur sont reprochés. Il n'en est rien !

Une fois pour toute, cela doit être clair : les cinq détenus politiques guyanais ont déclaré au Juge d'Instruction près la Cour de Sureté de l'Etat, que si ils sont aujourd'hui embastillés, c'est parce qu'ils ont proclamé le droit pour notre pays et notre peuple à « l'indépendance immédiate et sans condition ».

Contrairement à ce qui s'est passé durant la période de décembre 1974 à février 1975 ; époque durant laquelle le Pouvoir Colonial n'a pas jugé nécessaire de prolonger à plus d'un mois et demi la détention des huit patriotes guyanais, parce qu'il espérait que cette répression avertissement suffisait à anéantir les « foyers indépendantistes » ; aujourd'hui, le pouvoir colonial semble décidé (et cela fait déjà huit mois !) à prolonger cette détention, en faisant traîner l'instruction, et déterminé à tenter une parodie de procès pour essayer par des condamnations exemplaires de freiner l'ardeur et la détermination des patriotes guyanais.

Mais nous affirmons que cela est en vain !

Nous disons bien « tenter une parodie de procès », car il est clair que le dossier de l'instruction est quasiment vide une



fois de plus. Quant aux prétendus preuves matérielles, elles sont des plus futiles : verres de réveil matin, une pince coupante, et une prétendue découverte d'explosif dans des cours de jardin, et les confessions dictées par la justice coloniale -de deux (Makros !) indicateurs occasionnels dont l'un est employé comme planton du procureur de la République du Tribunal de Cayenne et de son acolyte un garde-champêtre lui même lèche cul du même procureur.

La politique traditionnelle

Il est évident que si le dossier de l'instruction était conséquent, comme certains faux-bruits officiellement et officieusement répandus, l'ont laissé entendre, les cinq patriotes auraient déjà été jugés et condamnés à de lourdes peines de prison.

De plus, l'appareil policier est humilié et aux abois. Deux mandats d'arrêt internationaux ont été lancés contre les frères patriotes Roland Delaunon et Etienne Bordes, qui se portent à merveille dans la clandestinité.

Et l'action directe, loin d'être endiguée, va en s'amplifiant, en se radicalisant !

Nous comprenons très bien les hésitations, les errements de la Cour de Sureté de l'Etat, qui a reçu du gouvernement français des instructions pour ralentir la procédure, en attente des élections présidentielles, qui vont échauffer la scène politique guyanaise.

Sur le plan de la politique traditionnelle, le pouvoir colonial est loin de contrôler la situation :

- le Conseil Général est présidé par Castor, « indépendant-gauche ». La Majorité est à l'opposition : 8 conseillers généraux dont 4 du P.S.G. (autonomiste), trois « indépendants-gauche », et un de l'U.G. (qui a été élu sous étiquette PSG avant la création de l'UG) et 8 conseillers de la mafia dite « majorité présidentielle », ce qui par la voix prépondérante du Président, donne la majorité (tragique) à l'opposition ;

- le Sénateur est M. Raymond Tarcy (P.S.G.), donc dans l'opposition et qui a inscrit en première priorité à son programme de travail la défense des cinq déportés politiques guyanais ;

- Les mairies de Cayenne (M. Holder-PSG) - St Laurent du Maroni (M. Tarcy-PSG) et Lina-mary (M. Castor-indépendant gauche) des trois communes les plus importantes sont aux mains de l'opposition ;

- la Région (mono-départementale) de Guyane est présidée par Jacques Lony (PSG) donc de l'opposition.

(1) Mo.Guy.Dé : Mouvement guyanais de décolonisation

F.N.L.G. : Fo Nou Libéré La Guyane (Il faut libérer la Guyane).

U.T.G. : Union des TRavailleurs Guyanais.

Sous section du P.S.G. : fut un véritable appendice indépendantiste dans la citadelle assimilo-autonomiste du P.S.G.

(2) : Bado Félix : directeur du Journal « la Jeune Garde » et responsable de la JAG

Charlotte Raymond : directeur du Journal « Kawka » responsable du F.N.L.G.

Lamaze Guy : professeur, Secrétaire Général Mo.Guy.Dé. et membre du Comité Directeur de l'U.T.G.

Mariema Jean : Avocat,

Wacapou Georges : douanier, B.P. du Mo Guy Dé et membre du Comité Directeur de l'UTC

Lecante André : médecin, Secrétaire de la sous-section du PSG

B.D.I.C

Seul le député de Guyane est encore un fieffé RPR, en la personne du sieur Hector Rivierez, fidèle serviteur du régime colonial et ce de longue date : un ancien de l'Oubangui-chari expressément dépêché en Guyane pour les basses besognes.

De plus, l'association des Maires de Guyane, qui est présidée par le Dr André Leconte (U.G.), a dénoncé la répression, exigé la libération des détenus politiques et fait don de 10 000 F au « comité de Solidarité et de Défense du Peuple guyanais » et mène une lutte contre la continuation de l'invasion de notre pays par les colons français et les réfugiés asiatiques (Hmongs au Meds).

Tant du côté de l'opposition traditionnelle, que du côté du « camp Patriotique » la lutte se radicalise ; et le pouvoir central colonial est en train de se démenier en essayant par tous les moyens possibles de freiner ce raz de marée qui s'annonce.

C'est pourquoi nous continuerons à combattre, en radicalisant notre lutte de plus en plus. C'en est fini, des votes stériles, des palabres inutiles.

L'heure est à la révolution. A la violence colonialiste et réactionnaire. Nous opposerons désormais la violence patriotique et révolutionnaire.

Pour ce qui concerne nos cinq frères patriotes détenus à Fresnes depuis huit mois :

- 1- Nous exigeons que leur soit appliqué le Statut de Régime Spécial intégral auquel ils ont droit en tant que détenus politiques ;

- 2- Nous appelons tous les guyanais : d'une part en Guyane à rejoindre le « comité de Solidarité et de Défense du Peuple Guyanais », pour accentuer la pression des masses populaires contre les colonialistes français ; d'autre part, les émigrés guyanais en exil forcé en France à lutter dans le sein du Co.So.G. (Comité de Solidarité aux Détenus politiques guyanais - 85, rue des Couronnes- Paris 75020 Tél. : 358 32 93).

pour acculer le pouvoir colonial et dénoncer à la face du monde les crimes perpétrés par les colonialistes français en Guyane notre patrie.

Pour le Feozutar-Mayobriz
Yapokos Negmaron-A.

Kapel Michel : professeur, directeur du journal TamTam Révolution, membre de la sous-section du PSG, responsable du Frolutar.

Donzenac David : entrepreneur, membre du Bureau Politique du Mo.Guy.Dé. responsable syndical de l'UTG

(3) : Mouvement des femmes de Guyane. Alors qu'en décembre 1974, les masses populaires restaient désarmées à cause des carences des partis et organisations politiques et syndicales, le MFG voit le jour pour organiser la défense et assurer le soutien des luttes patriotes embastillées et déportées à la « Santé ».

(4) : P.S.G. : Parti Socialiste Guyanais (Fondateur Jurdin Cotayé, 1956, assassiné le 22/06/62)

U.G. : l'Unité Guyanaise (né en 1978-nationaliste).

La parole aux femmes

« Le Centre de documentation Tiers-Monde » et « Artisans du Monde » avaient décidé de programmer une journée-femmes.

Nous avons voulu rencontrer les différents groupes de femmes du Tiers-Monde, qui existent à Paris ; entendre leurs paroles, leurs cris et leur révolte.

Echanger nos vécus de femmes.

Beaucoup de questions ont été posées : comment et pourquoi nous, femmes, sommes doublement opprimées, en tant que femmes et parce que nous appartenons au Tiers Monde ? Nous sommes doublement colonisées. Et nous devons comprendre quelle est cette colonisation que subit notre corps de femme ?

Quel rôle joue l'Occident dans ce mécanisme d'oppression ?

Et quel vécu des femmes immigrées en France, exilées, dans leur vie quotidienne ?

Pour préparer cette journée (qui a eu lieu à la Librairie l'Harmattan), nous avons contacté différents groupes de femmes Algériennes, Tunisiennes, Sénégalaises et Latino-Américaines, qui sont venues se joindre à nous.

Finalement, nous avons décidé ensemble de centrer la journée sur le colonialisme.

Comment est-il vécu dans notre vie quotidienne de femmes : soit au niveau du travail, soit dans notre sexualité. Rencontrer notre identité.

Hors des modèles coloniaux. Hors des valeurs masculines.

Hors du rôle traditionnel de la femme.

Afin de pouvoir se réaliser pleinement.

Découvrir nos paroles. Nos corps

Notre être-femme

La première partie de la journée a été présentée par Mme Andrée Mitchell, sociologue au CNRS, écrivain et militante féministe. Elle a exposé le résultat d'une table ronde organisée par le CNRS, le mois de mai dernier, par des femmes chercheurs Africaines, et axée sur la « division internationale du travail et les femmes du Tiers-Monde ».

Le groupe des femmes antillaises, a parlé de la situation de la femme immigrée Antillaise en France.

Colonie d'abord, département d'Outre Mer ensuite. Une seule solution : l'immigration. Une immigration qui implique le dépaysement, l'angoisse de se retrouver seule, sans point de repères, dans un monde différent... C'est l'anonymat, l'agressivité. Se défendre ? Comment ? Et avec qui ?

Pour une femme antillaise, il y a 2 façons d'émigrer :

- D'une manière individuelle, quitte à rester chez des amis et à chercher du travail.

- Soit par l'intermédiaire d'un organisme Antillais d'immigration vers la France. Dans ce cas, il faut payer les frais de voyage. Celles qui sont « privilégiées » (les fonctionnaires), sont mutées dans l'administration.

La majorité d'entre elles deviennent des femmes de ménage dans les hôpitaux, ou à Air France, etc...

Sans oublier celles qui se retrouvent dans la Prostitution. Et, là, la cible de l'oppression devient leur corps de femme. Sexisme, racisme et exploitation de classe : tout se rassemble. Le témoignage de ces femmes antillaises a bien montré la situation de dépendance économique, politique et socio-culturelle de cette région, considérée comme « française ».

La deuxième partie de la journée a été présentée par Nicole Ferry, une jeune médecin qui a vécu plusieurs années en Kabylie.

Passionnante par sa démarche d'intégrité et par sa force, l'exposé de Nicole, a su nous toucher profondément tous et toutes...

D'abord, par la remise en question du pouvoir médical, et plus spécialement du pouvoir médical occidental. Et ensuite, par

l'incapacité de ce pouvoir de résoudre les problèmes vitaux et quotidiens de ces femmes kabyles. Sans parler du non-respect de leur culture, et de leurs rapports à la vie comme à la mort. C'est la peur des Différences.

Vouloir toujours donner une explication rationnelle à ce qu'on ne comprend pas. Au lieu de chercher à comprendre

l'« être », essayer d'imposer ses propres valeurs.

De l'image des Diapos, découle la parole. La voix de Nicole nous a transporté en Kabylie.

Des femmes nourrissant leurs enfants avec des biberons, sans réelle connaissance de cet instrument exporté par la publicité.

Double pouvoir : celui de la société de consommation (qui fait payer cher le lait en poudre, que les femmes n'apprennent même pas à bien utiliser, surtout à cause des problèmes d'hygiène) et celui de la misogynie. Les hommes se sentent

ils diminués face à l'allaitement maternel ?

D'autre part, dans les différentes faces du quotidien, l'activité des femmes est vidée de son contenu.

Le pain par exemple, était à la base de leur nourriture. Cette fonction qui était tenue par elles, est aujourd'hui matérialisée et remplacée par des moules à pain moins nutritifs.

De cette façon, les femmes se retrouvent exclues de cette nouvelle « société ». Elles deviennent alors des consommatrices muettes et des reproductrices d'enfants à la chaîne.

L'accouchement, faisant partie de la sexualité des femmes, se pratiquait le plus naturellement, accoupié et avec l'assistance de la matrone, qui pour aider à cet accomplissement, devait avoir une expérience d'au moins huit ans.

Aujourd'hui, à l'hôpital, des jeunes filles deviennent des assistantes d'accouchement, après 3 ou 4 mois de formation.

Parce que nous croyons que l'avance actuelle de la science peut ouvrir des possibilités nouvelles très riches dans la sexualité des femmes (contraception et avortement, etc...), il nous semble encore plus important de re-mettre en cause sa fausse utilisation. Utilisation qui ne tient pas compte des différences culturelles, et qui impose une vision ethnocentriste du monde.

Mais c'est surtout le vécu de Nicole qui nous a ému. Femme européenne, médecin formé en France, elle a su comprendre parce qu'elle a surtout écouté et aimé ce monde de femmes.

A la fin, nous avons compris que nous pouvons et nous devons briser les frontières, et nous sentir proches et unies

Dans nos luttes

Dans nos différences

Ana Maria et Claude

ANTILLES :

La répression à l'ordre du jour

Le samedi 21 mars ont été transférés à Paris quatre militants présumés du Groupe de Libération Armée (GLA). Ces quatre antillais, MM L. Reine, J. Mado, L.A. Gambi, G. Jean-Baptiste ont été arrêtés après l'échec de l'enlèvement, le 27/04/81, d'une journaliste de FR3-Guadeloupe. Cette action avait pour but d'exiger de la radio gouvernementale de rendre public les deux derniers communiqués de l'organisation indépendantiste guadeloupéenne. Rappelons que le GLA a commencé à se manifester depuis plusieurs mois par de nombreux et spectaculaires attentats. Un seul causa mort d'homme, celle de l'artificier militaire chargé de désamorcer la bombe placée sous l'aile d'un avion alors qu'il aurait été plus simple de la faire exploser à distance. Les attentats du GLA avaient provoqué une polémique au sein des anticolonialistes qui y voyaient soit la main des services spéciaux français, soit une nouvelle étape franchie dans la lutte.

Selon les rumeurs, les arrestations seraient dues à la découverte par la police d'une inscription patronymique sur la malle ayant servi à la tentative d'enlèvement. Avant leur transfert en France, les arrêtés ont été inculpés par le juge d'instruction de la Cour de Sureté de l'Etat « d'arrestation et séquestration illégale, attentats par explosifs, association de malfaiteurs, actes en relation avec une entreprise tendant à substituer une autorité illégale à celle de l'Etat ».

Dès les premières arrestations de Mado et Reine, le 07/03/81 la totalité des organisations anticolonialistes ont réclamé la libération des inculpés et proclamé leur solidarité. Pour la première fois, on

a vu les frères ennemis, P.C. Guadeloupéen et Union Populaire de libération de la Guadeloupe, avec 22 autres organisations signer un texte en commun.

Lundi, à la suite de la nouvelle du transfert, une importante manifestation a eu lieu à Pointe à Pitre. Selon les observateurs, elle aurait regroupé plus de 7000 PERSONNES. Face à cela, les forces de police ont tenté de disperser violemment les manifestants qui ont répliqué par des jets de pierres. Deux jeunes ont été arrêtés et condamnés à huit jours de prison ferme.

Si le pouvoir a cru résoudre la situation par ces arrestations, il s'est bien trompé : une unité bien que faible s'est instaurée et la situation est plus que jamais tendue.

Cascades de procès en Martinique

En Martinique, la situation n'est guère plus florissante pour le colonialisme en mal de paix sociale. C'est toujours la logique de la répression qui l'emporte.

Déjà, mercredi 25 avril, deux procès ont lieu au palais de Justice de Fort-de-France. En premier lieu, celui d'A. Marie-Janne, leader du Mouvement Indépendantiste Martiniquais. Il est reproché au Maire de Rivière-Pilote, d'« avoir entravé la marche de la justice » l'an dernier en empêchant la condamnation de cammioneurs en grève. Si le climat actuel de répression devait se maintenir, il est à craindre de lourdes

condamnations.

En plus, il y a l'affaire Victor. Jeune martiniquais émigré en France, Victor était au cours de l'an dernier, retourné passer des vacances dans son pays. Porteur d'idées nouvelles auprès de la jeunesse de sa commune natale, sans pour autant être un militant, Victor fut mis à l'index par la municipalité RPR. Si bien qu'un soir, Victor fut tabassé sur une place par des gendarmes accompagnés de deux conseillers municipaux, tabassage qui prit fin chez ses parents où pénétrèrent les gendarmes dont un n'hésita pas à braquer le père infirme du jeune homme. Aujourd'hui, Victor dont le père est mort à la suite de cette histoire, est inculpé pour outrage, insultes, et coups à un agent de la Force publique. Défense de rire.

En plus de ces deux procès, d'autres sont programmés pour l'avenir. Sans parler des journaux poursuivis. Le 07/04/81, passera en appel l'affaire dite de FR3. En première instance, trois militants troskystes avaient été condamnés à peine de sursis pour leur participation à une manifestation devant la station régionale. Aujourd'hui, des bruits courent, non démentis par le rectorat, que deux des militants, M. Pagot et M. Ravoteur, risquent la révocation de l'enseignement public en cas de confirmation des peines.

Une autre histoire retient aussi l'attention. Les deux principaux dirigeants du groupe « combat ouvrier » ont été inculpés et écroués ces derniers jours pour « recel de malfaiteurs ». On leur reproche d'avoir aidé un jeune délinquant en fuite. Ce jeune avait fait partie des « jeunes de Schoelcher » condamnés l'année dernière pour avoir riposté à l'agression de

militaires français ; un de ces jeunes avait d'ailleurs été retrouvé « suicidé » dans sa cellule. Il semble s'agir d'une tentative d'amalgamer aux yeux de l'opinion publique, mouvement anticolonialiste et délinquance.

Pour toutes ces affaires, un Front de Lutte contre la Répression, mis sur pied depuis plusieurs mois, tient meetings et manifestations dans tous les pays.

Les présidentielles

Il est certain que cette volonté du pouvoir de réprimer est pour Giscard un gage à la grande bourgeoisie Béké et de couleur, qui est actuellement courtisée par Chirac, pour les présidentielles. Mais en dépit de cette banalisation de la répression et du tapage radio-télévisé, les élections présidentielles ne passionnent guère les foules. Il semble en dépit des positions du PC Guadeloupéen, et du parti Progressiste Martiniquais, que l'abstention soit le mot d'ordre le plus susceptible de recueillir les suffrages des électeurs anticolonialistes. Il n'empêche que le défilé des Chirac, Vivien, pour le RPR, Peyrefitte, Galley, Soisson pour Giscard, Franceschi, pour Mitterrand. Même le PCF entre dans la danse en envoyant en Martinique une délégation faire la campagne de Marchais alors que le PC local appelle à l'abstention. D'ailleurs, celui-là a riposté en déclarant au grand frère que l'heure n'était pas à ce que les « martiniquais s'associent au jeu politique français ».

Décidément, les vieilles colonies ne sont plus ce qu'elles étaient.

Neg Mawon

FELA :

afro-beat temps mort

Nous vous proposons le Fela politique après le Fela musicien (cf SF n° 16). Trois influences dans le programme politique de Fela qui correspondent à 3 étapes différentes dans sa conscientisation. Primo : de son séjour aux States, il découvre Malcom X et le « *black Panther Party* ». Secundo, de retour au Nigéria, il commence à bouger, puis se fait virer de chez lui, en voyant sa mère défenestrée, et sa maison brûlée par les forces de l'ordre ; il se réfugie au Ghana, où il se familiarise avec les principes panafricanistes de Nkrumah, et par voix de conséquence aux écrits de Dubois et M. Garvey. Tertio, retour au Lagos, où pendant le Festival des Arts nègres de Lagos, il trouve l'écrit de base de son mouvement, le MOP (Movement of the people), le fascicule du colloque de la Festac qu'il adapte à ses idées.

SF : A propos des émeutes de Kano, certains disent que c'est Kadhafi, d'autres, Marwa, quel est ton avis ?

Fela A. Kuti : Ce sont des arrestations politiques. En général, tout ce qu'on vous dit sur le Nigéria est falsifié. Quand les forces armées ont brûlé ma maison, officiellement, on a dit que le générateur avait explosé. On a aussi dit que je dévoyais la jeunesse, que j'étais à la tête d'un gang international de gangsters, de jointés. Aujourd'hui, ils ont honte, car tout le monde sait qu'ils mentent : ils détiennent ma propriété, et refusent de me la rendre. A propos de Kano, il faut savoir qu'il y a des millions de nigériens qui crèvent la dalle, qui souffrent. Alors Kadhafi, ou les fanatiques du Camerounais Marwa, tout ça, c'est des ballivernes. Je ne crois pas à l'hypothèse du danger libyen : Kadhafi aurait frappé à Lagos et non à Kano. Comment mon président Shehu Shagari qui est musulman comme Kadhafi, el Hadj de surcroît, peut-il dire que Kadhafi veut déstabiliser ou exploiter l'Afrique. Quant au fanatisme

musulman, c'est leur truc (thing). Kano est depuis longtemps un centre islamique bien avant Khadafi. Ils ont la même idéologie musulmane. Ce n'est pas une idéologie africaine, elle date d'une certaine époque ; s'ils avaient une idéologie africaine, Kadhafi n'aurait aucune chance sur eux. Je ne marche pas sur ce truc. Si Marwa le camerounais utilise le fanatisme religieux pour rassembler les gens et lutter, c'est son problème. Or, les africains ici sont des fanatiques religieux. Nous devons avoir une idéologie appropriée pour changer notre espace et en faire un espace africain. Je n'accepte pas le ping pong avec Khadafi. Comment pourrait-il tout seul menacer l'Afrique entière ?

SF : On pense généralement que le Nigéria use de sa puissance pour libérer les noirs d'Afrique Australe

FAK : Voici la propagande, de la radio sud-africaine : les étudiants s'agitent beaucoup, mais de quoi manquent-ils ? Venez voir : « Ils ont la lumière la nourriture, l'eau » (eclats de

rire). Comment le Nigéria peut-il lutter contre l'Apartheid alors qu'il existe une ségrégation au sein des pays africains ? Non ! c'est ridicule. Kenneth Kaunda en 79, était à Lagos, pour l'Apartheid. Il pleurait et disait : les africains meurent en Afrique du Sud. Jomo Kenyatta, Tom Mboya, Nyerere, Kaunda, Nyerere et Kaunda ont travaillé avec la CIA. Voici un livre acheté en Europe, à Londres : « Dirty Work - The Cia in Africa » édité par Ellen Ray, William Shop, Carl Von metter et Louis Wolf, imprimé par C.Road, 57 Road London, 1969

SF : Nyeréré aussi ?

FAK : Tu ne pouvais pas le savoir ; moi, je l'ai su avant même de lire ce livre. Ils crient contre l'apartheid pour diviser le monde. Le Nigéria ne peut combattre l'Apartheid, ni toute l'Afrique, d'ailleurs. Imagines un champs habité par une communauté ; dans un coin, un gang menace tous les autres avec succès, 1 an, dix ans, 30 ans, mais si les Etats africains s'unissaient, en très peu de temps, l'Afrique du sud ne sera plus qu'un mauvais souvenir. L'Apartheid existe toujours car l'Afrique est divisée en entités distinctes qui racontent des fadaises. Idi Amin disait : « quand j'étais à la tête de l'OUA, je n'y voyais que les USA, la France, l'Italie, la Corée, l'URSS, mais pas l'Afrique. Ils parlent tous de l'Europe, rien sur l'Afrique » Actuellement, au Nigéria, on parle du nucléaire : c'est du bluff. Nous refusons le nucléaire. Pourquoi la République Sud Africaine n'a pas bombardé l'Angola ? Notre problème aujourd'hui, n'est pas le nucléaire, pour en finir avec l'Apartheid, mais l'unification des peuples africains. Depuis la mort de Nkrumah, personne n'en parle ;

il est toujours question de conférence de Genève, des non-alignés etc ...

SF : Pour vous, quelles sont les causes de l'échec du panafricanisme ?

FK : Comment ça, échec ? Puisqu'il n'y a jamais eu de commencement. Tu peux me dire pourquoi on a réussi à étouffer sa naissance ? Parce que nous sommes toujours colonialisés. Nous n'avons jamais été indépendants.

SF : N'est-ce pas notre propre faute ?

FAK : Comment pouvez-vous dire nous-mêmes ? Les journalistes africains devraient être éduqués, informés, sur notre histoire, l'esclavage, etc ...

SF : OUi, mais des africains ont participé aussi à ce trafic !

FAK : Tu veux dire que les africains sont les ennemis des africains ? C'est ça ? Quand on est dans la brousse, dans une communauté, on se querelle. Que nous a enseigné le colonialisme ? Mon lit, ma famille, ma voiture ... Nous n'avons pas cette notion de propriété. Dans le bus, on se parle. L'aliénation à des cultures étrangères imprègne même nos leaders. L'homme blanc arme-t-il l'homme blanc ? Et les deux guerres mondiales ? Alors, c'est faux, ça, la haine entre africains. « Leur » éducation est pour nous diviser, pour tout embrouiller. Etudions nous pour savoir le rôle des missionnaires, des marchands, des militaires, et le merdier qu'ils nous ont laissé ?

Il existe des gens renseignés sur notre histoire et qui parlent de faits comme le « black power » le panafricanisme.

Afin que ceux qui nient leur africanité le sachent, même s'ils ne l'acceptent pas, le mot Black les y inclus. Cette situation exis-

te toujours, spécialement chez les noirs américains musulmans qui ne veulent pas accepter qu'ils viennent d'Afrique. En Angleterre aussi, il y a des noirs comme ça. Je ne les blâme pas, puisqu'il y a aussi des africains qui leur disent qu'ils n'en sont pas. Les nigériens en Angleterre les insultent en les nommant « sugar eaters » (bouffeurs de canne à sucre).

SF : Tu veux te présenter aux présidentielles chez toi, quel serait ton programme ? Un musicien même célèbre ne fait pas forcément un bon chef d'état.

FAK : Attends, laisse-moi donner un exemple : si j'avais à vendre le pétrole nigérien je me ferais payer en nairas !!! Oui, en Nairas. Les USA devraient posséder cette monnaie nigérienne pour le pétrole nigérien. Ainsi, un africain en voyage en Occident, n'aurait pas à supplier les banquiers pour changer son argent. Faire reconnaître la monnaie nationale à l'étranger sur la base des richesses nigériennes. Pas de dollars comme maintenant.

SF : S'ils refusent ta monnaie ?

FAK : Je garde mon pétrole !

SF : Eh, man, que ferais-tu avec ton pétrole sans en profiter ?

FAK : Nous n'avons pas besoin de pétrole. Les américains si. Nous avons vécu sans. Aujourd'hui, il ne profite pas au peuple. Nous ne mangeons pas le pétrole. Nous voulons vivre bien. Les africains ne vendaient pas le pétrole. Nous voulons vivre bien. Les africains ne rendaient pas le pétrole avant, ils vivaient et étaient unis. Fini de quémander comme des esclaves, je veux une monnaie nationale puissante et négociable partout.

H.D.K.L.
Blaise N'Djehoya

Principaux points du programme du MOP

Plan quadriennal divisé en 2 phases biennales :

1) : la première phase porte sur l'Education, la culture, l'histoire, l'agriculture, l'industrie, l'architecture, et transports publics. La deuxième phase permettra de réadapter, de réaménager les parties défectueuses de la première phase. Les idées motrices : redorer le blason de l'Afrique en lui faisant jouer le rôle culturel important qu'elle avait au début de l'histoire des civilisations. Refuser l'image primitive, païenne et barbare donnée de l'Africain. Redécouvrir les valeurs africaines. Pour un socialisme africain. et pour une Afrique africaine (cf panafricanisme de Nkrumah), afin que l'Afrique soit une force réelle.

L'Education doit correspondre à l'environnement et réintégrer les arts, la philo, la littérature, la linguistique, la pédagogie, les religions, l'histoire, les sciences, la technologie, les Social et Economie : idéologie de base : le panafricanisme de Nkrumah et le livre de Dubois « L'Afrique aux africains exclusivement ». Contre le système monétaire du FMI, qui défend les intérêts capitalistes, la bureaucratie et l'élitisme.

Pour une destination de la production et de la consommation en faveur des plus défavorisés. Création de syndicats par secteurs socio-professionnels. Logement Halte aux bidonvilles : pour le droit à une vie décente pour tous.] décente pour tous.

Environnement et hygiène pour un meilleur développement de l'environnement humain, il faut une meilleure hygiène : car un peuple sujet aux maladies, donc affaibli, ne peut bâtir une nation forte.

Santé redévelopper et restructurer la médecine traditionnelle. Pour une vraie culture noire il est nécessaire d'avoir des Musées et de multiplier les fouilles archéologiques.

Justice elle doit être rendue pour le peuple. Rendre la justice, ce n'est pas faire acte de masturbation intellectuelle, devant des cours arrogantes et prétentieuses. Pour une justice plus humaine et africaine.

Rôle de la femme (la mère de Fela, Mrs Fumilaya Anikulapo Kuti a beaucoup lutté pour la défense du respect des droits de la femme). Le rôle de la femme à tous les échelons de la vie sociale, économique et

politique est indéniable. De plus, elles assurent la transmission de la culture.

médias, l'économie politique, aux valeurs de la civilisation noire.

Les médias doivent être des instruments de libération et de développement contre le colonialisme et ses ersatz. Afin qu'elles soient accessibles à toute la population, il sera fait usage des langues vernaculaires.

L'Agriculture devra pouvoir faire manger tout le monde. A ses fins, établissements de zones de fermage, et de culture pour assouvir les besoins alimentaires internes et non pour l'exportation exclusive. Ce qui implique nécessairement la prédominance des cultures vivrières sur les cultures destinées à l'exportation.

L'Industrie l'industrialisation et la technologie seront adaptées aux structures et aux besoins de développement des pays africains afin qu'ils puissent eux mêmes construire machines et biens d'équipement.

L'architecture devra être adaptée aux conditions climatiques de l'Afrique. Il sera aussi création d'associations régionales de maçons, charpentiers, etc ...



MUSIQUE

Roots

Je crois en l'art et en son pouvoir d'influer sur la réalité. Les cultures africaines n'établissent aucune séparation entre l'art et la vie quotidienne ; La musique expression spontanée de la vie nous donne le rythme,

la pulsion, la spiritualité, les émotions, les désirs ...

« Africa must be free » (Marcus Garvey) chante le reggae et les racines profondes se sont étendues dans le monde entier.



Donald Rafael Garret, Multi-Instrumentalist

L'immigration réunionnaise dit non à « Kalou Pilé »

La complicité de la France, fait de la troupe réunionnaise « Kalou pilé » la complice des racistes blancs d'Afrique du Sud.

En effet, les relations de la France avec ce « pays du racisme légal » n'est pas un fait nouveau.

Tout le monde a connaissance du « rôle complice » que la France, pays des droits de l'homme, continue de jouer en Afrique du sud, ce pays où l'homme qui n'a pas la peau blanche, est victime d'une répression sans vergogne, où des enfants noirs âgés à peine de 5 ans, meurent de faim, où l'homme noir n'a pas droit de cité.

C'est dans ce pays, que la troupe « kalou pilé » a effectué la première représentation de son spectacle.

Ainsi, certaines danses et tableaux du folklore réunionnais furent présentés pour le « bon plaisir des racistes blancs d'Afrique du Sud » comme le signalent d'ailleurs, environ 17 associations réunionnaises réunies lors des assises, des associations réunionnaises du 22-23 novembre dernier ; un vote unanime d'une motion des participants affirme leur non-connaissance de « kalou pilé » comme troupe folklorique réunionnaise.

En même temps, un débat fut engagé au Conseil Général du « département » de la réunion pour savoir si l'on pouvait attribuer une subvention que réclamait « kalou pilé ».

Les élus locaux refusèrent d'accorder une subvention à cette troupe.

Malgré ce refus total des réunionnais de reconnaître en « Kalou Pilé » l'ambassadeur du folklore réunionnais, la troupe tenue à bout de bras par des gens « bien intentionnés », continue sa tournée en France.

Elle s'est produite, le samedi et dimanche dernier (14 et 15 mars) dans la banlieue de Lyon (à la MLC de la Duchère), devant une cinquantaine de personnes environ.

Ce dimanche, à la fin du spectacle, des militants et militantes pour la défense de la culture réunionnaise, étaient présents pour vendre aux spectateurs un journal écrit en créole réunionnais, intitulé « Nou Renyoné Komela » (1) et distribuer un tract dénonçant « le triste rôle joué par la troupe « Kalou Pilé » - on pouvait lire notamment sur ce tract : « non non « Kalou Pilé » complice des racistes blancs d'Afrique du Sud ne peut être en aucun cas l'ambassadeur du folklore réunionnais »

« Kalou Pilé » n'est pas une troupe folklorique, mais elle est surtout une organisation commerciale qui se sert de certains éléments de la culture réunionnaise pour ceux qui sont grands consommateurs de « folklore de salon »

Saint-Omer F.A.

(1) Nou Renyoné Komela (Nous réunionnais de Maintenant) 11 rue Belidor 75017 PARIS

Et si les prophéties se réalisaient... l'ombre du Masque Noir danse sur nos têtes ...

Le Jazz nourrit les espoirs, d'un peuple exilé, surgit dans ces villes banales, le Jazz dans ces rues froides et tristes danse au bruit de la forêt.

Miles Davis (inutile de dire qui il est, car je ne sais pas) mais je sais sa musique toujours différente qui ne se laisse enfermer dans aucun genre.

Dans un des derniers disques de Miles « Dark Magus », enregistré à Carnegie Hall à New-York, en 74, la pulsion de vie est plus que jamais en avant, la technologie est maîtrisée par l'amour, le désir de vivre, et Miles nous plonge dans l'univers de la forêt avec ses millions de vies qui se battent pour survivre. Les sons électriques traduisent aussi la violence et l'expression des choses immédiatement désirables.

A Paris, le Jazz est aussi vivant, traversé de nombreux courants, il ne permet pas de classification arbitraire, à Jazz Unite dont son programme de mars

nous a permis d'écouter des gens comme Edja Kungali African Roots in Music avec invitation à la danse et Jo Maka musicien sax flutes (anches) originaire de Guinée Conakry, qui est mort il y a quelques jours, il nous a laissé un héritage riche de danse de spontanéité que les musiciens de jazz à Paris ne peuvent oublier.

Aussi, en adieu le 22 mars, à Jazz Unite France Musique présente des musiciens qui ont joué avec lui et qui rendent hommage à la musique que Jo Maka a aimé et enrichi. Michel Alimeck, Dominique Gaumont, Ti Jojo, Alain Poette offriront une musique « sans frontière » (on en reparlera).

Jazz Unite nous permet d'écouter, de réécouter encore et encore Archie Shepp, on a vu le Quartet de l'AACM avec Joseph Jarman (sax) et Don Moye (percussions) tous deux membres de l'« Art Ensemble of Chicago »

Graig Harris, trombonne à graver dans nos têtes au même titre que George Lewis, avec Raphaël Donald Garret, basse, en fait, ils sont tous polyinstrumentalistes, ils vivent dans la forêt avec de drôles de costumes, des masques, des coquillages, des flûtes de bambou ...

L'Art Ensemble de Chicago, c'est quoi, c'est pas du Free Jazz, du Blues ??, du ??? C'est

surtout la spontanéité de l'émotion comme un enfant peut crier, c'est aussi et surtout des musiciens qui ne se soucient pas de la virtuosité mais s'approprient l'instrument et s'en servent pour exprimer leur vie.

Et si maintenant, je parle de « Willem Breuker Kollektief », qui est une musique étrangère et proche du Jazz par l'éducation musicale de ses musiciens. Musiciens européens, musique improvisée peut être encore que Willem Breuker préfère canaliser l'impro dans son rôle de chef d'orchestre de fanfare, musique différente, aux racines différentes, musique pour pièce de théâtre, musique qui parle encore de la vie quotidienne en Europe avec sa lutte pour survivre pour pouvoir s'exprimer Willem Breuker, Han Bennik, Derek Bailey, Maarten Altena, musiciens organisés politiquement pour ne pas se laisser exploiter.

J'ai oublié de parler de Fela, Fela musicien. Fela Président du Nigéria ?? Fela pour qui chaque disque ou concert est une publication politique, Fela fait la guerre sans armes, comme le Reggae et tant d'autres musiques ... Musiques qui nous transmettent les émotions généreuses des cultures du Tiers Monde et du Quart Monde.

Dalila Zouaoui

Echos du Tam ... Tam ...

Guédon et sa putain de salsa pimentée se produisaient vendredi soir au PLM St Jacques. Et comme un ahuri, ce vendredi soir en question, je n'ai pensé à rien donc, j'ai tout oublié. Déjà que je donne de fausses dates de concerts (Guédon le 3 mars au lieu du 20 Mars, Fela le 14 mars au lieu du 15 mars, Manu le 22 Mars au lieu du 27) : et ça prétend informer ... Pourtant, Sonia m'avait fait parvenir, plus qu'à temps l'invitation. Mille regrets : ce n'est qu'une partie remise.

Loin loin loin là-bas, dans les rues au bout du bout des rues rectilignes du Montreuil aux mains bleues, Manu Dibango répète. Sa formation a quelque peu changé mais comme qui dirai-je, « The sound remains the same » ; et ce n'est pas pour nous déplaire. Vicky Edimo et parti approfondir son phrasé de bassiste à la « Bekerley School Music » de Boston ; il a été remplacé par son cousin d'ami d'enfance Alain « Maguntcha » Dieng (tout ça, c'est la famille et on y reste). Alex et Patrick Francfort (claviers et batterie) sont partis connaître le succès que l'on connaît

avec les « Gibson's brothers » ce qui fait qu'en outre, J.C. Naimro « le chasseur de mélodies » est aux claviers et Claude Vamur, le métrome de la baguette, officie aux « drums ». Michot Dinh (un nouveau), le musicien à tout faire de la troupe est quelque peu étonné du fardeau qu'il doit assumer : ne revendique-t-il pas une parenté non seulement familiale, mais aussi musicale. Sissy et Medy, les deux choristes les plus demandées actuellement dans l'underground du makossa parisien, de leurs lèvres ourlées modulent chaudement les mélodies badines.

Elimbi « Chamberlain », le directeur artistique - que de chemin parcouru depuis la cité u. d'Antony - Michot aux bongos, est des plus concentré, « Maguntcha », funkyse à fond sur sa basse sur un bon tempo de makossa. De temps à autres, les cuivres éclatent en symphonie équatoriale, déchirant les murs du hangar de leur incandescence musicale. Pendant ce temps, le « chasseur de mélodies » fait rêver ses claviers qui pianotent doucement, et Bokilo, qui a toujours son boogie, s'amuse à faire

larmoyer sa guitare. Alors, Manu « big Blow », orchestre tous ce monde, très cool et un peu paternel quand même, puis les voix des choristes ondulent comme des hanches souples. Et un putain de tempo à faire démenager toutes les « mamies et autres makala ».

L'arène sera chaude à Pantin, vendredi 27.

Sur l'usage intempestif et intensif de l'interview dans « Sans Frontière », comme bouche papier. Primo : ce qu'on a à demander à tel ou tel artiste varie selon non seulement l'interviewé, mais aussi selon le soi-disant journaliste chargé de donner l'info. Et non pas de seulement l'édulcorer. (C'est profond, ça, non ?) Deuxio :

ça s'insère dans une démarche (j'écris bien, non ?) qui consiste à établir, d'abord une relation entre le public, et l'artiste en le faisant parler et en le plaçant dans son contexte socioculturel machin chose. Et enfin, informer le public, c'est à dire indiquer où et comment peut-on trouver les oeuvres de tel artiste. Mais le stade suprême est bien sûr, de participer à l'organisation de manifestations culturelles. Ça vient. Pour le moment, nous ne faisons qu'établir la relation public-artiste (enfin c'est une ébauche). Si des fois, vous lisez des « pavés » sur des « stars », hé ben, c'est pour mieux faire passer la faune des inconnus de l'underground culturel africain à Paris.

Sinon, les débats prévus et annoncés se débattent toujours dans ma si bien creuse tête.

H.D.K.L



Scandaleux

Après son concert vendredi dernier au PLM, Henri Guédon s'est fait sauvagement tabasser par 5 blancs becs (roadies ou organisateurs ?). Bref, plusieurs dents cassées, visage tuméfié et tout et tout. Parce que la sono était dégueulasse ! ...

sans frontière

L'arme alimentaire

L'arme alimentaire est aussi vieille que la guerre : faire mourir de faim son ennemi est un excellent moyen de s'en débarrasser. Elle n'en est pas moins d'actualité, si on en juge par les discours (complaisamment diffusés par les médias) des spécialistes et hommes politiques qui brandissent le spectre de la pénurie alimentaire. Sophie Bessis (1) analyse les différents aspects de ce qu'on appelle désormais « l'arme alimentaire » ou « l'arme verte ».

Elle commence par préciser ce qu'on entend par « pénurie » : la notion d'arme alimentaire implique qu'il y ait pénurie dans certains pays (victimes de cette arme) et surabondance dans d'autres (détenteurs de cette arme). Seront en mesure d'utiliser l'arme alimentaire, les pays globalement excédentaires en denrées alimentaires stratégiques (céréales, protéines animales et végétales) et maîtres de leurs courants d'échanges (USA, Canada, CEE, Australie). Les victimes en seront les pays en état de dépendance à l'égard de la satisfaction de leurs besoins alimentaires ; cette dépendance peut être conjoncturelle (besoin en blé de l'URSS), ou relever d'une incapacité à produire de façon régulière les denrées alimentaires en quantités suffisantes pour nourrir l'ensemble de la population (cas des pays du Tiers Monde à l'exception de la Chine). On retrouve le clivage pays industriels/pays « sous développés », avec un rapport de domination de nouveau en faveur des premiers.

Le hasard ?

Et on ne peut accuser le hasard de mal faire les choses : en effet, si tous les types de sociétés ont connu, à un moment

ou à un autre de leur développement, famines et disettes, dans la plupart des pays colonisés, c'est à l'époque coloniale qu'on observe les pénuries les plus graves. Alors que l'ère industrielle a fait disparaître, la pénurie alimentaire des pays industriels, l'évolution a été inverse dans les pays du Tiers Monde, qui sont passés d'un déficit épisodique ou accidentel à un déficit chronique. Ce phénomène est une conséquence directe de la colonisation qui a bouleversé les structures et détruit les équilibres des économies traditionnelles.

Cultures de rente

Au XXe siècle, les pays industriels ont fait des pays coloniaux, les producteurs-quasi-exclusifs des matières premières agricoles dont ils avaient besoin. Ces cultures exportatrices ou « cultures de rente », procuraient au paysan l'argent nécessaire au paiement de l'impôt exigé en numéraires par les autorités coloniales, mais elles ont concurrencé les cultures vivrières (destinées à l'alimentation de la population). L'introduction de la monnaie, la création ou l'élargissement d'une économie de marché, la déper-

dition d'énergie due au détournement en temps de travail et en terres pour des cultures de rente, inutiles à la survie du groupe, ont provoqué l'entrée des pays du Tiers-Monde dans le cycle de la dépendance.

Contrairement à l'avis répandu, S. Bessis écrit « qu'il est faux que le déficit alimentaire chronique d'une partie de la planète est une conséquence de son surpeuplement » : « la terre peut nourrir ses habitants », même si la croissance démographique est un très gros obstacle à la résorption du déficit alimentaire. Actuellement, il y a peu d'éléments qui permettent de prévoir une pénurie à l'échelle mondiale dans les prochaines années. Les causes de la pénurie actuelle résident, au niveau international, dans une inégalité de distribution des produits alimentaires entre les différents groupes de populations, et au niveau national, dans une production insuffisante et dans une mauvaise répartition des denrées alimentaires de base. La caractéristique principale des économies du Tiers Monde est qu'elles sont dominées par le marché de l'exportation qu'elles ne maîtrisent à aucun niveau.

Une arme politique

Si on étudie les politiques nationales de développement agricole, on constate que presque toutes les « opérations de développement » ont été calquées sur le modèle occidental : modernisation à tout prix, réalisation de grands projets, développement privilégié des secteurs

rentables pour les pays industriels... Outre le fait qu'elles ignorent le contexte local, elles nécessitent l'importation de capitaux, technologies et personnels d'encadrement, qui entraînent les pays du Tiers-Monde dans un type nouveau de dépendance.

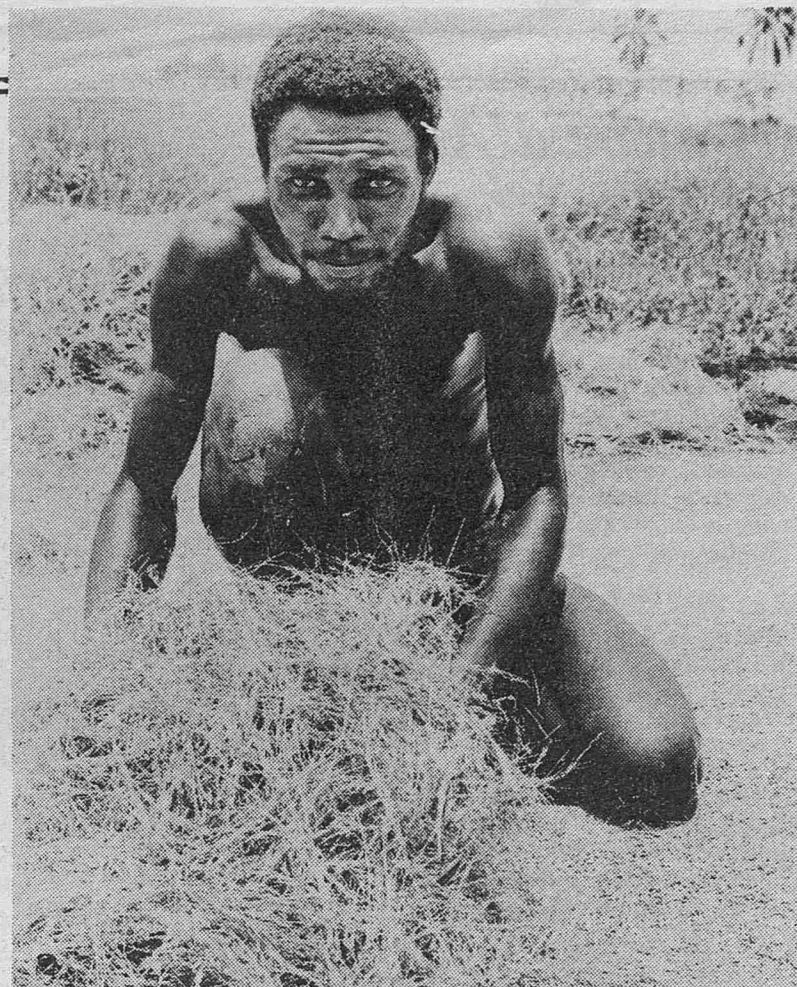
L'aide alimentaire au Tiers Monde, est d'ailleurs conçue par les pays industriels comme une arme politique et économique. Elle est destinée, sous couvert de philanthropie, à maintenir la position dominante des pays industriels sur le marché des matières premières agricoles stratégiques, et aussi, à assurer à long terme, des débouchés nouveaux à leurs produits (le Tiers Monde est un marché

potentiel énorme pour les produits manufacturés).

Selon S. Bessis, « la seule véritable réponse au chantage alimentaire, réside dans le développement de l'agriculture des pays déficitaires ». Mais cela implique une volonté réelle des classes dirigeantes du Tiers Monde de ne plus faire le jeu des pays industriels, et le développement d'une « coopération horizontale » (relations « sud-sud » entre pays du Tiers-Monde) qui leur permettra seule de s'opposer efficacement aux intérêts occidentaux.

Jibé

(1) Bessis S. (1981) « L'Arme alimentaire ». PCM/petite collection Maspero, Paris.



Coupe d'Algérie : Sacré El Madania !

Les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie ont réservé quelques surprises dont une de taille réalisée par les jeunes du quartier d'El-Madania qui ont récidivé leur exploit des seizièmes de finale en éliminant un autre club de la nationale « une ». Après la

J.E. Tizi-Ouzou, c'est au tour du W.K.F. Collo d'être victime de la détermination et de la fougue des jeunes d'El-Madania pour qui tout devient possible dans cette coupe si la réussite continue à leur sourire ce qui n'est pas le cas dans leur championnat de division « deux » où ils occupent une peu

reluisante place au bas du classement.

L'autre équipe de la Nationale « deux » à demeurer en course est l'U.S.K. Alger, sept fois finaliste. La qualification des Algérois n'a rien d'une surprise et les trois buts qu'ils ont passés à Bordj-Ménaiel en dit long sur leurs possibilités. Pour Keddou et ses coéquipiers, cette saison sera-t-elle bonne ?

Deux « grands » ont quant à eux connu l'élimination dans l'Oranie, le M.A.A. Hussein Dey et le M.P. Alger, deux prétendants à la course au titre ont été battus respectivement par le M.P.

Oran et l'A.S.C. Oran, deux équipes qui luttent pour leur maintien en Nationale « une »

Un autre prétendant, le R.S. Kouba, dont on attendait beaucoup a contre toute attente été éliminé par la D.N. Alger. Ce qui n'est pas le cas de l'U.S.M. El Harrach qui est venu à bout du CM Constantine après prolongations.

Enfin E.P. Sétif s'est imposé devant Batna (3 à 1) et le C.M. Belcourt, qui renoue avec le succès a sorti l'E.S.M. Guelma par un tout petit but marqué par Fouad dans les prolongations.

Résultats

seniors :
A Constantine : EP Sétif 3-
CN Batna 1.
A Tlemcen : MP Oran 1 -
MA Hussein-Dey 0.
A Bel Abbès : ASC Oran
2- MP Alger 0.

A Tizi-Ouzou : WR Bordj
Ménaiel 0 - USK Alger 3
A Alger, (20 août) : USM
El Harrach 3 - CM Con-
stantine 2 (après prolonga-
tions)
RS Kouba 1 - DNC Alger 2

A Bologhine : IRB Ma-
dania 0 - WKF Collo 0 (IRB
Madania qualifié aux pe-
nalties 5-4)
CM Belcourt 1 - ESM
Guelma 0 (après prolonga-
tions).

Coupe d'Afrique des clubs champions : Des débuts prometteurs ...

La 17^e Coupe d'Afrique des Clubs Champions qui a débuté la semaine dernière a été marquée par une forte participation (une trentaine d'équipes) et quelques résultats surprenants.

Quatre équipes auteurs de larges victoires ont assuré leur qualification au de ces matchs aller ; il s'agit du Shooting Stars (Nigéria) qui a écrasé Township Rollers (Botswana) par 7 à 1, de l'étonnant Dynamo (Zimbabwe) qui a passé 5 buts à Linare (Lesotho) sans encaisser un seul but, de l'Asanti Kotoko (Ghana) qui s'est imposé devant Invincible Elever (Libéria) 3 à 0 et enfin du Desportos Maputo (Mo-

zambique) vainqueur par 4 buts à 2 de Mpiana Mpianata Miraka (Madagascar) sur le terrain de ce dernier. A ces équipes, on peut ajouter celle du National, S.C. (Egypte) qui a battu par 3 buts à 1 Abulaha (Kenya).

Les autres rencontres se sont terminées soit par des matchs nuls soit par des succès très étonnants des équipes qui jouaient à domicile. Ainsi, six équipes n'ont pu se départager ; l'A.S. Vita-club (Zaire), la J.E. Tizi-Ouzou (Algérie) et Silures (Haute-Volta) ont préservé toutes leurs chances de qualification en chacun un match nul en terrain adverse, respectivement face à Primeiro de Agosto (An-

gola), Tripoli M.C. (Libye) et à East-End (Sierra-Leone).

Le reste des rencontres ont été l'avantage des équipes qui jouaient à domicile ; toutes ne se sont imposées que par un but d'écart et risquent d'être éliminées. Deux d'entre elles, l'A.S. Kaloum (Ex : Hafie de Konakry) et Seib Diourbel (Sénégal) ont dû en se faisant accrocher par Starlight Bangul (Gambie) et l'A.S.E.C. Abidjan qui se sont montrés très vigilants. Les sénégalais ont dû attendre la 83^e minute pour remporter la victoire et ce grâce à un pénalty.

Les résultats du 1er tour

National SC (Egy.) - Abulaha (Ken.) 3-1	(Ang.) - Vita Club (Zaire) 1-1
Nile Breweries (Oug.) - USCA (RCA) '...	Seib Diourbel (Sén.) - Asec abidjan (Côte d'Ivoire) 2-1
Tripoli Municipal Club (Lib.) - JE Tizi-Ouzou (Alg.) 0-0	US Mbile Nzambi (Gambie) AS Réal Bamako (Mali) 1-0
Mpiana Mpianata Miraka (Mak.) - Desportos Maputo (Moz.) 2-4	East end Lions (Sierra-Leone) - Silures (Haute-Volta) 1-1
Dynamo (Zimbabwe) - Linare (Lesotho) 5-0	Ashanti Kotoko (Ghana) - Invincible Elever (Libéria) 3-0
Shooting Stars (Nigéria) - Township Rollers (Botswana) 7-1	Canon de Yaoundé (Cam.) - exempt.
AS Kaloum Conakry (Gui.) - Starling Banjul (Gambie) 2-1	Agaza Lomé (Togo) et Horsed (Somalie) qualifiés pour les 8 ^e et de finale.
Primeiro de Agosto	

Coupe d'Afrique des vainqueurs des coupes

Cette série de forfaits montre bien l'état de faiblesse du foot-ball africain.

C'est le stade de Kinshasa qui a connu la plus chaude ambiance avec une avalanche de buts marqués grâce à l'efficacité des joueurs du F.C. Lubumbashi et du F.C. 105 (Gabon). Les joueurs zairois qui étaient menés par deux buts à zéro, ont une remontée spectaculaire en inscrivant quatre buts coup sur coup par Banza (2 buts) - Mbuyu et Salomon, pour ensuite encaisser un troisième but qui risque de leur coûter la qualification surtout que les buts inscrits en terrain adverse sont déterminants en cas de match nul car il compte double.

A Freetown, l'équipe du Real Republicans de Sierra-

Leone, marquant un but par mi-temps, a logiquement battu Jeanne d'Arc de Dakar, devant 35 000 spectateurs.

A Kampala, le club algérien de Sétif a réussi à limiter les dégâts et à préserver ses chances de qualification en ne s'inclinant que par un tout petit but devant le club local Kampala City. Le club lybien de Benghazi a réalisé la même performance que Sétif en encaissant un seul but à Lagos devant les « Stationers Stores » du Nigéria. Quant aux équipes de Dynamo Powers (Zambie) et de Matlama, ils n'ont pu se départager (1-1).

Ces résultats annoncent des matchs « retour » très ouverts ; certainement il y aura du suspens.

Résultats matchs aller

- Kampala City (Ouganda) 1 Sétif (Algérie) : 0
- Lubumbashi sports (Zaire) 4 - F.C. 105 (Gabon) : 3
- Real Républicains (Sierra-Leone) 2 - Jeanne d'Arc (Sénégal) 0

- Gormahia (Kenya) bat Coastal Union (Tanzanie) forfait.
- Public Work (Somalie) bat Zamalek (Egypte) forfait.
- Dynamo Powers (Zambie) 1 - Matlama (Lesotho) 1

- Stationers Stores (Nigéria) 1 - Berghazi (Libye) 0
- Zinder (Niger) - Espérance (Tunisie) Forfait.

Eliminations de la Coupe du Monde Juniors

Match aller 3^e tour au stade Surulere à Lagos (Nigéria)
Aiglons verts du Nigéria - Lionceaux du Cameroun 2-3

Equipes :

Nigéria : Michel-Monday-Kopo-Howard (Cpt)-Alfred Nuosu, Adegoki, Ali Balla, Humphrey, Idriss, Keslir. Remp. : Idriss et Adegoki par Francis et Daniel
Cameroun : Massock, Kingu (cpt), Kopla, Onana, Ndj Sunday, Kwedi, Macky, Kjonkep, Wamba, Ebongue. Remp. : Kopla par Alognomo.
buts : Nigéria Nuosu 49e mn et 59e mn.

Cameroun Kjonkep 17e mn. Ebongue 46e mn et 84e mn.

Résumé du match :

1ere mn : tir de Wamba bien contrôlé par Michel, le goal nigérien.

2e mn : l'ailier droit nigérien Adegoki déborde Ndj Sunday et centre excellemment : belle intervention du portier des lionceaux, Massock.

3e mn : Nuosu efface tout le milieu de terrain camerounais et arme son pied droit à 20 m des buts adverses : Mfede revenu en catastrophe le contre. C'est le 1er corner de la partie.

5e mn : grosse erreur de Macky, qui dans les 18m camerounais, donne la balle à l'adversaire. Heureusement, Kingue et Kopla sauve la situation.

8e mn : Kjonkep s'infiltré dans les 18m nigériens et est suspecté d'être abattu par Howard... Ho ho ho !

9e mn : Mfede envoie un bolidé qui frole la barre transversale de Michel. Frissons dans la foule.

10e et 15e mn : forcing nigérien : les 2 ailiers des Aiglons Adegoki et Humphrey en font voir de toutes les couleurs aux arrières latéraux camerounais. Nuosu, pourtant plus petit que Kopla domine ce dernier dans le jeu aérien. Heureusement, Kwedi est là pour éviter le one man show du meneur de jeu nigérien.

17e mn : l'attaque camerounaise, Djonkep, Mfede, Wamba, embrouille la défense adverse dans ses 18m. Ça cafouille un peu ; Djonkep en profite pour tirer son épingle du jeu et marque. Stupeur et consternation dans le stade. Lionceaux 1-Aiglons 0
32e mn : Onana, voulant prêter main forte à Kopla dépassé par le tourbillon Nuosu, oublie le virevoltant ailier gauche nigérien Humphrey qui centre à semer la panique dans les buts de Massock.

39e mn : Adegoki feinte mal Wdj Sunday, mais soulève trop son tour : le public criait déjà « goal »

44e mn : Djonkep, toujours à la pointe de l'attaque camerounaise, pénètre dans les 18m de

Michel, mais tire sans conviction. Le coach nigérien, Tiko Jelisanic, un yougo, virait déjà au noir.

45e mn : Alognomo remplace Kopla fatigué par les phases de Nuosu.

46e mn : Kwedi Gaston lance Ebonque, sur son aile gauche, qui bloque le géant nigérien Howard (la tour infernale) dans la surface de réparation, et place un « zolo » (petit pont) à Michel étonné. Etonnement général. Lionceaux 2-Aiglons 0

Qu'à cela tienne, les 35000 spectateurs du stade Surulere soutiennent de plus belle leur équipe, et huent quand même un peu les lionceaux de temps en temps : ça fait du bien. D'où donc :

49e mn : Adegoki, rayonnant et souverain, sur son aile gauche, centre impeccablement (c'est une habitude chez lui). Le goal camerounais Massock hésite un tant soit peu et ce qui devait arriver arriva : Nuosu avait déjà rabattu la balle de la tête dans les filets. La foule est en liesse, manifeste sa joie.
Lionceaux 2, Aiglons 1

59e mn : On change d'aile, mais pas de scénario. Humphrey pour montrer qu'il connaît au moins autant que son compère Adegoki, de son aile droite, centre et qui reprend si ce n'est l'inévitable Nuosu. Le stade est noir de monde, sous un ciel de carte postale, exulte Lionceaux 2-Aiglons 2.

Plus que 30mn à jouer. 30 Mn infernales dans une ambiance on ne peut plus chaude.

89e mn : Djonkep centre. Ebonque reprend et marque. Les entraîneurs des Lionceaux, M. Nanga et P. Zamba, croient rêver. Lionceaux 3-Aiglons 2

C'était samedi dernier, le 17 mars à Lagos. Match retour lundi 29 mars à Douala

Pour une nouvelle pensée Islamique ?

Depuis quelques années, (serait-il abusif de dire : depuis la révolution iranienne ?), nous assistons dans les pays musulmans, à une série d'événements que l'on se plaît un peu promptement à analyser comme caractérisant un « *renouveau islamique* » : sommets islamiques, célébration en grande pompe de l'avènement du quinzième siècle de l'hégire, « *prise* » de la Mecque, pour ne citer que quelques uns des faits qui ponctuent une actualité brûlante.

L'Occident participe lui aussi à sa façon à ce mouvement et le moins qu'on puisse dire de ce nouvel engouement pour l'Islam, est qu'il fait la prospérité des éditeurs ; il n'est que de consulter les étalages des librairies pour constater la floraison de toute une littérature de qualité inégale, il est vrai, et où l'exotisme le dispute aux discours abstraits ou érudits des Orientalistes. L'immigration n'est pas de reste, et la même effervescence agite la communauté musulmane de France, des « *pré-congrès* » islamiques des officiels de la Mosquée aux divers projets d'institut islamique et de lieux de culte.

On peut imaginer quelle serait l'ampleur de ce mouvement si l'action incontestablement plus opérationnelle des bull-dozers et autres défenses du « *sueil de tolérance* » ne venait en freiner l'ardeur religieuse.

Nous mêmes, militants de la gauche arabe, ne semblons pas épargnés par le processus et chacun de s'interroger fébrilement sur cet Islam d'aujourd'hui qui semble soudainement doté de propriétés révolutionnaires insoupçonnées, inhérentes à une « *nature profonde* » que l'on s'efforce désormais de découvrir ; Mais ne risque-t-on pas de verser encore une fois dans la facilité des dogmes et des idéologies et possède-t-on les outils nécessaires à une réflexion réellement nouvelle et critique de l'Islam ?

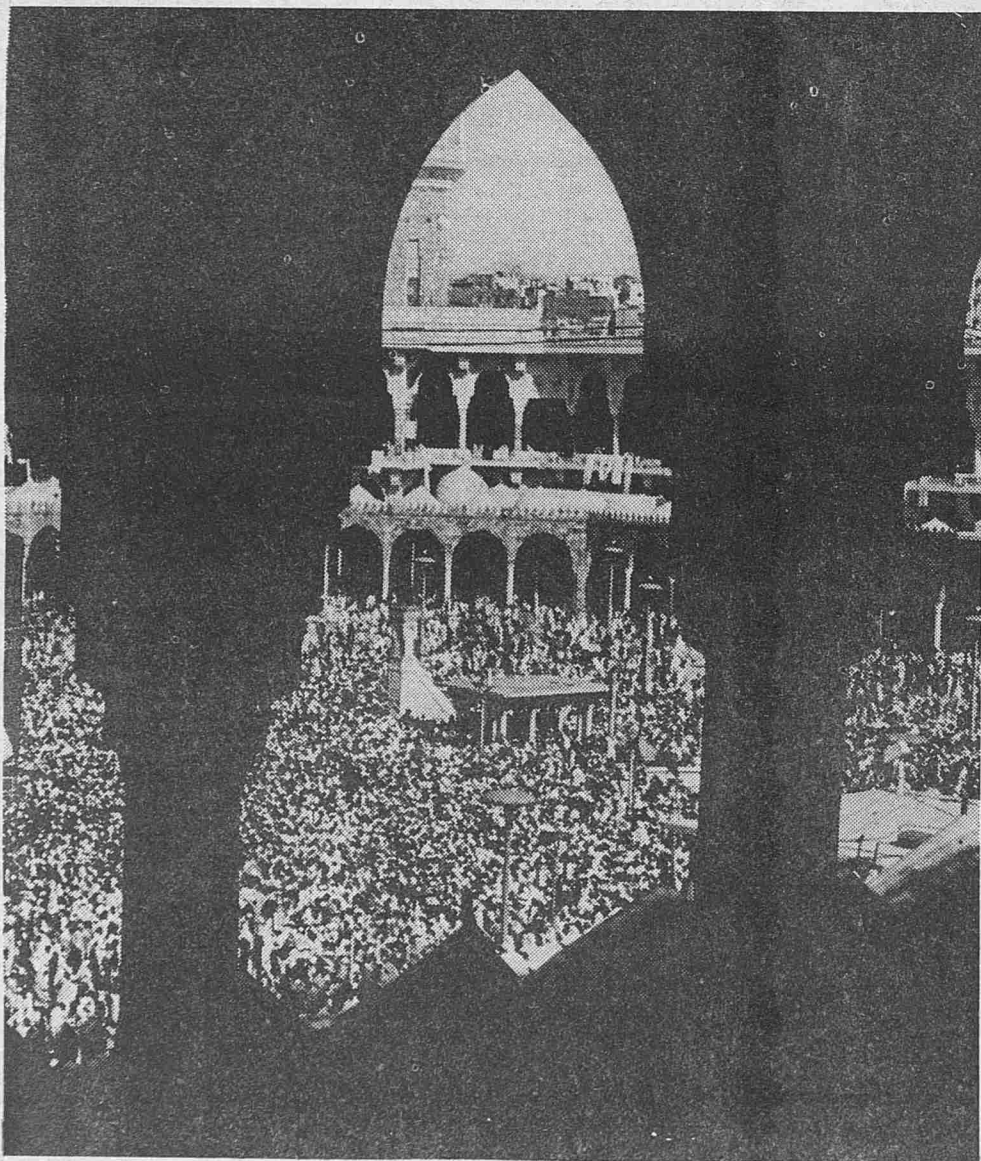
L'immigration, coincée entre deux discours hermétiques : le discours islamique traditionnel, d'une part, le discours déformateur de l'Occident d'autre part, a-t-elle la possibilité d'expérimenter des voies nouvelles ?

M. Mohammed Arkoun, historien de la pensée islamique, professeur à l'Université de Paris III (Sorbonne Nouvelle) préconise, lui, un débat « *intérieur* » à l'Islam où seraient traités des problèmes anciens sous des éclairages nouveaux. Profitant de la riche expérience historique en France en ce qui concerne les luttes socio-politiques, entre l'Eglise et l'Etat, le spirituel et le temporel, comme on dit, il voudrait notamment réouvrir un champ de réflexion bien connu de la pensée islamique classique sous les noms : *Din-Dunya-Dawla* : Religion - Société - Etat. Ouvrir un tel débat au sein de l'immigration musulmane en France, présente au moins deux avantages :

- 1) : la liberté de penser, de publier, de discuter garantie en France plus que dans les pays respectifs des immigrants
- 2) : la possibilité d'enrichir la recherche et les discussions par la confrontation méthodique de l'exemple français et de l'exemple islamique classique et contemporain.

Dans le compte rendu du 14^e séminaire de la Pensée Islamique, paru dans le n° 90 de la Revue Maghreb-Mashreq, Mohamed Arkoun dit que le discours islamique actuel fonctionne à la fois comme stratégie de contre pouvoir, qu'il est « *opération de mystification et de mythologisation* », enfin qu'il « *nie, ignore, ou refoule la diversité des contextes socio-culturels, la créativité des personnes, des groupes et des communautés* ».

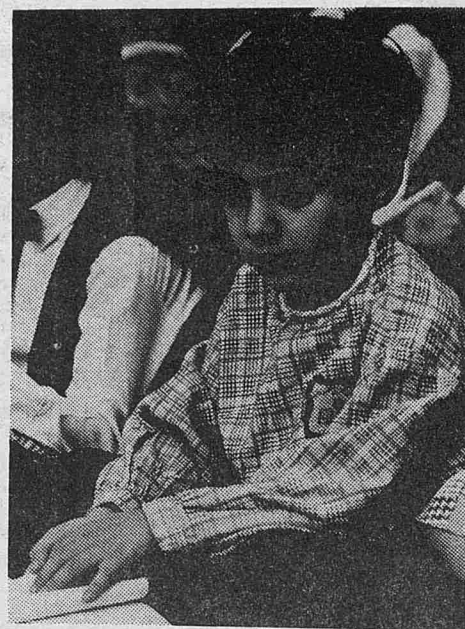
Il expose ici, les résultats de ses travaux, concernant le concept de Raison Islamique, au cours d'un entretien qu'il nous a accordé.



M. Arkoun : Il s'agit d'une entreprise de longue haleine qui exige une enquête neuve sur l'histoire de la Pensée islamique considérée à partir de ses textes fondamentaux (en commençant par le Coran lui-même). Mais aussi à partir des questions nouvelles que pose la pensée scientifique telle qu'elle se pratique aujourd'hui dans les sciences de l'Homme et dans les sciences sociales. On peut remarquer en effet, que chaque fois que l'on parle de l'Islam, les musulmans comme les islamisants occidentaux s'en tiennent à une transcription plus ou moins fidèle de ce que disent les textes anciens ; Souvent, lorsqu'il s'agit d'auteurs musulmans, on projette sur les textes anciens un certain nombre de conceptions modernes comme par exemple l'idée de démocratie, l'idée de socialisme. Cela s'explique par la nécessité où se trouvent les pays musulmans contemporains, de construire un Etat, une Nation, une Economie, un système éducatif. Ils ont besoin effectivement de précédents historiques islamiques pour fonder dans une tradition revendiquée par tous, les nouvelles conventions collectives. En fait, les nouveaux régimes introduisent des modèles occidentaux (nationalisme, Etat centralisateur jacobin, stratégies de développement, scolarisation, etc...) qui pour être mieux acceptés par les populations, sont reliés à des antécédents « *islamiques* » comme le Conseil électif (choura) pour la démocratie, la justice de Omar, le 2^e calife, pour l'égalité sociale, le socialisme d'Abu Dharr, etc...

C'est ainsi que se développe toute une littérature qui traite de la « *démocratie en Islam* », du « *socialisme en Islam* », avec tout ce que cela implique de projections d'idées actuelles sur la pensée islamique ancienne et même sur le Coran que l'on tire dans toutes ces directions. C'est alors qu'en partant de toutes ces observations, l'historien vigoureux s'interroge sur la façon de présenter la pensée islamique aujourd'hui : il est nécessaire de restituer exactement le contenu des textes anciens tout en réactivant des problèmes qui ont une grande résonance dans les sociétés musulmanes contemporaines. C'est le cas du problème des rapports entre « *Din-Dunya-Dawla* », ou celui si riche, si complexe du conflit des hermétiques (ou interprétation des textes religieux notamment) ou celui de l'économie productiviste entraînant un système d'inégalités ou celui d'un système monétaire sans usure (« *riba* ») etc... les sujets sont nombreux et difficiles ; pour les enraciner dans une expérience islamique, il est nécessaire d'enrichir notre connaissance historique de l'Islam ancien (période de formatin et période classique). Voilà le sens du projet et voilà pourquoi je m'interroge sur le concept de Raison islamique : qu'est-ce que cela veut dire ?

La raison, c'est cette faculté de comprendre, d'analyser, d'objectiver, que l'on trouve dans toute entreprise de savoir et dans toute entreprise de connaître, elle n'est donc pas propre à l'Islam ; on la trouve dans toutes les cultures et dans toutes les entreprises de pensée. Le problème qui se pose est donc de justifier le qualificatif islamique : pourquoi la raison, qui est une faculté dévolue à tous les hommes, reçoit-elle une majuscule, quand elle est qualifiée d'islamique ? S'il est légitime de parler d'une Raison islamique, il faudrait parler dans le même sens d'une Raison chrétienne, une Raison juive, une Raison bouddhique, une Raison marxiste. Le



qualificatif islamique, a d'abord une justification historique. En effet, historiquement, le phénomène Islam est apparu en Arabie et s'est développé en tant que facteur de transformation des sociétés ou cette religion s'est répandue progressivement, la pensée théologique, juridique, morale qui s'est développée dans ces sociétés s'est réclamée de la Référence islamique ; par conséquent, en disant qu'il y a une Raison islamique, je constate simplement une donnée d'ordre « *social-historique* ». Il resterait à se demander dans quelle mesure cette donnée d'ordre social historique peut recevoir un contenu philosophique spécifique : est-ce que philosophiquement ou théologiquement, on peut parler d'une Raison proprement *islamique*, c'est à dire qui s'exerce dans des cadres intellectuels, avec des problèmes exclusivement liés à l'Islam, en tant que religion et en tant que pratique social-historique.

Bien entendu, les musulmans fondamentalistes n'ont même pas besoin de poser une telle question ; pour eux, la Raison islamique existe par définition ; et par définition, elle est différente de tous les autres usages de la raison, en ce sens qu'elle puise ses lumières, ses déterminations, et ses critères dans la Parole de Dieu exprimée dans le Coran, alors que les autres raisons n'ont pas ce guide, supérieur à tous les autres guides, qu'est le Coran. Vous voyez tout de suite comment le problème devient difficile pour quelqu'un qui l'aborde d'un point de vue d'historien et de philosophe, comme je le fais ; c'est à dire du point de vue de quelqu'un qui s'intéresse aux manifestations de la raison dans toutes les cultures dans une perspective anthropologique et non pas dans le cadre premier et exclusif de la théologie dogmatique qui, dès le départ, dit : « *mais bien sûr ! La Raison islamique existe de façon éminente dans le Coran et de façon pratique et réduite dans la science musulmane par excellence : les « Usûls ad-Din » et les « Usûls al-Figh* » : les sources-fondements de la religion et du droit comme loi et comme connaissance (figh). Les Usûls sont à la fois une épistémologie critique, une méthodologie de toute la connaissance vraie, un cadre d'exercice de la raison en quête de vérité, mais une vérité délimitée à priori par une profession de foi : « *Ach hadu an lâ ilâha illa Allah wa anna Muhammadan rasûl Allah* ». Je dis bien profession de foi ce qui signifie assentiment du cœur et de l'esprit à un ensemble de postulats impliqués dans la « *chahâda* » : à savoir : 1 Dieu existe ; 1 Il est un ; 3 il s'est manifesté aux hommes en envoyant Muhammad ; 4 Muhammad a transmis le Coran, Parole de Dieu à tous les hommes ; 5 Tout le Coran est Vérité ; donc la raison vraie ne peut méconnaître ou renier aucun verset.

A suivre

La semaine prochaine

Propos recueillis par F. Ladkany